

Subject Files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/000 - Correspondence with Central Government in Leopoldville

01/05/1963 - 04/12/1963

6/8

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

Clear ypp

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES
SERIES 5-0735
BOX 2
FILE 6
ACC. DAG 13 / 1.6.1.0

Kabinda, le 4 décembre 1963

N°1929.A.CAB/P/63-6

c/police

OBJET: -XXX-

PLAN QUINQUENNAL DE LA "COMELAF"

cl. U. 83.-

reçu le 21 1963
SH

WY
4 H

TRANSMIS COIE POUR INFORMATION :

à Monsieur le Ministre de l'Agriculture
du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE.-

à Monsieur le Ministre de l'Economie du
Gouvernement Central à Léopoldville.-

à Monsieur le Représentant Civil de
l'O.N.U.C. à Léopoldville.-

à Monsieur le Directeur Chef de Service
de l'Agriculture à KABINDA.-

à Monsieur le Président Général de la
"COMELAF" à KABINDA.-

à Monsieur le Membre du Gouvernement
Provincial du Lomami Chargé de l'Economie
à KABINDA.-

A Monsieur le Vice-Président du
Conseil Chargé de l'Agriculture à
KABINDA.-

Monsieur le Vice-Président,

Me ralliant à la teneur de la lettre n°
824/CF/63 du 24 novembre 1963 relative à l'objet repris en marge que vous
adresse le Président Général de la "COMELAF" et dont copie m'a été trans-
mise pour information, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir
donner à cette Communauté Economique un appui tant moral que matériel.-

Toutefois, il est à supposer que le Gouver-
nement, soucieux de l'avenir prospère de son pays, ne manquera certes pas
à encourager des telles initiatives.-

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Président,
l'assurance de ma haute considération.-

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE

- E.



N/Réf.: GVT/396/63

Léopoldville, le 31 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 30 mai 1962 (No. 02770/62) adressée à mon prédécesseur, M. Gardiner, au sujet du remboursement à l'ONUC des droits et taxes sur les huiles minérales achetées par notre Organisation et utilisées pour des buts officiels au Congo.

Vous avez bien voulu préconiser une procédure à suivre en matière de remboursement dont l'essentiel se trouve résumé aux points 1, 2 et 3 de votre lettre ci-dessus mentionnée.

C'est à la suite de cette lettre qu'une réunion a été convoquée en date du 6 juillet 1962 à laquelle assistaient:

ONUC:	M. Abolafio
Direction douanes:	MM. Cuvelier, Salambo, Simoens
Mobil-Oil:	M. Vidal
Shell:	M. Chipp
Texaco:	M. Haucquier
Petrocongo:	MM. Doneux et Brotelle.

et qui avait pour but de déterminer de façon détaillée les modalités de remboursement.

Cette réunion, cependant, n'a pas permis d'aboutir à un accord sur les modalités telles qu'indiquées aux points 1 à 3 de votre lettre.

Deux mois plus tard, en date du 6 septembre 1962, M. A. Cooper, Chef du Service de l'Intendance de l'ONUC, écrivait à M. L. Musafiri, Directeur, Chef de Service, Direction des Douanes, pour lui demander si une décision avait été prise sur la suite qu'il convenait de donner à cette affaire.

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la
République du Congo
Léopoldville

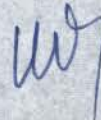
Dans sa réponse en date du 4 octobre 1962 (No. 33/4532)
M. Musafiri écrit:

"... Aux termes du procès-verbal de la réunion
du 6 juillet, c'est votre Organisation qui était
chargée d'intercéder auprès des plus hautes autorités
pour obtenir une décision dans le sens souhaité."

Il semblerait donc que les négociations aient atteint un
point mort parce que l'Administration des Douanes n'aurait pas
reçu d'instructions précises de votre Cabinet.

Je me permets, en l'occurrence, de suggérer que vous
désigniez un haut fonctionnaire de votre Cabinet qui prendrait,
en consultation avec M. B.T. Twigt, Chef des Services adminis-
tratifs de l'ONUC, une décision définitive au sujet de cette
affaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les
assurances de ma très haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Notre référence: GVT/393/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 29 MAI 1963

1. LE PROCUREUR D'ETAT, M. SAITAS, A OUVERT UNE INSTRUCTION SUR LES ARRESTATIONS ILLEGALES, EFFECTUEES PAR M. LUAKABWANGA, DE MEMBRES DE L'ASSEMBLEE, A LA SUITE DE PLAINTES DEPOSEES PAR CEUX-CI. LE PROCUREUR D'ETAT TIEND POUR UNE VIOLATION FLAGRANTE DE LA LOI FONDAMENTALE DU DROIT COMMUN (ART. 129) AINSI QUE DE LA LIBERTE POLITIQUE LE FAIT D'AVOIR ARRETE CES PERSONNES POUR LES EMPECHER D'ALLER A LEOPOLDVILLE CONSULTER DES AUTORITES SUPERIEURES. EN OUTRE, IL ESTIME QUE DE TELLES VIOLATIONS DEVRAIENT FAIRE L'OBJET D'UNE PUNITION EXEMPLAIRE, ETANT DONNE LES NOMBREUX CAS QUI SE PRESENTENT AU KASAI OU DES POLITICIENS AU POUVOIR FONT ARRETER LEURS ADVERSAIRES POLITIQUES; CES ARRESTATIONS, PROVOQUANT DES REACTIONS PARMY CERTAINES GROUPES ETHNIQUES OU DANS LE PARTI POLITIQUE AUQUEL APPARTIENNENT LES PERSONNES ARRETEES, DONNENT LIEU A DES TROUBLES ET A DES PERTES DE VIE, COMME CE FUT LE CAS RECENTMENT A LODJA. LE PROCUREUR D'ETAT A RAPPELE QUE DEUX BELGES ONT ETE ARRETES EN DECEMBRE DERNIER SUR UN ORDRE ADMINISTRATIF DU GOUVERNEMENT DE LULUABOURG ET QU'ILS ONT ETE TUES ALORS QU'ON LES EMMENAIT DE KAKENGE A LULUABOURG (CETTE AFFAIRE EST EN INSTANCE DEVANT LE PROCUREUR GENERAL). LE PROCUREUR D'ETAT ESTIME QUE L'INTERVENTION IMMEDIATE DE LA JUSTICE POUR SUPPRIMER LES ARRESTATIONS ADMINISTRATIVES ARBITRAIRES EST D'UNE IMPORTANCE CAPITALE.

.../...

2. L'ANC SIGNALE AUJOURD'HUI DE NOUVELLES ATTAQUES SUR LODJA PAR DES BANDES DE JEUNES DU PARTI DU PRESIDENT DIAMUSUMBU, QUI ONT FAIT QUATRE AUTRES MORTS A LODJA.
3. L'ANC RAPPORTE EGALEMENT QUE DES VILLAGES ONT ETE INCENDIES DANS LA REGION DE LUBEFU, ET QUE LA SITUATION EST TENDUE A DEKESE.
4. JE ME PROPOSE D'ALLER A LODJA DEMAIN, JEUDI, EN C.47, POUR Y ACCOMPAGNER UN PELOTON DE RENFORT DE LA GENDARMERIE. M. VALDES VISITERA KOLE, OU SE TROUVE UN MEDECIN DE L'OMS, AINSI QUE DEKESE, EN COMPAGNIE DU COMMANDANT DU BATAILLON GHANEN ET D'UN OFFICIER DE LA GENDARMERIE.
5. A LA DEMANDE PRESANTE DE L'ANC, JE LEUR PRETE QUATRE CANIONS DESTINES A ASSURER LE TRANSPORT JUSQU'A LUBEFU ET A EFFECTUER DES PATROUILLES DANS LA PROVINCE DE SANKURU OU L'ON PEUT S'ATTENDRE A DES EMEUTES SUSCEPTIBLES D'ECLATER N'IMPORTE OU ET A TOUT MOMENT, EN REPERCUSSION DE TROUBLES DE LODJA.
6. L'ANC RAPPORTE AUSSI QUE LES LULUAS DU VILLAGE DE TAMBA KABONGO, DANS LA REGION DE TSHIKAPA, SONT MENACES PAR LES BATSHIOKO ET LES BANPENDE. LE COMMANDANT DE LA GENDARMERIE MONDJIBAA ENVOIE UN AUTRE PELOTON A TSHIKAPA, AINSI QU'UN OFFICIER QUI COMMANDERA LES DEUX PELOTONS.
7. L'ANC CONFIRME QU'IL Y A DES SIGNES DE TENSION A KABINDA, TEL QUE SIGNALE PLUS TOT PAR DES MISSIONNAIRES. NOUS IRONS NOUS RENDRE COMPTE DE LA SITUATION AUSSITOT QUE POSSIBLE.
8. IL N'APPARAIT EVIDENT QU'IL N'Y A QU'UN ESPOIR D'EVITER DES TROUBLES GENERAUX AU KASAI: C'EST DE PRENDRE DES MESURES ENERGIQUES A L'EGARD DES POLITICIENS QUI SONT MANIFESTEMENT RESPONSABLES DE LA SITUATION. J'ESPERE DONC QUE LE PARQUET POURRA INTERVENIR A LULUABOURG, COMME IL EST RECOMMANDE PAR LE PROCUREUR D'ETAT. SI ON NE PREND PAS CETTE MESURE, IL EST PROBABLE QUE NOUS SERONS BIENTOT OBLIGES DE RETIRER NOTRE PERSONNEL DES SECTEURS DANGEREUX ET D'EVACUER LES RESIDENTS ETRANGERS.

GVT. file
C/POL 000 Cent-Gov.

Confidentiel

29 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai été chargé par le Secrétaire général d'examiner avec vous le programme d'assistance technique des Nations Unies au Congo et de vous exposer de façon complète la situation actuelle du Fonds pour le Congo, afin que nous soyons en mesure d'arriver à un accord sur le financement du programme dans l'avenir. Conformément aux instructions du Secrétaire général, je vous adresse ci-joint un mémorandum relatif au Fonds pour le Congo.

.....

Comme vous pourrez le constater à la lecture de ce mémorandum, les contributions apportées au Fonds pour le Congo pendant l'année en cours ont été très réduites. Il en résulte qu'il nous est de plus en plus difficile d'exécuter le programme des Opérations civiles pour 1963. Les difficultés que nous éprouvons n'ont été aplanies que dans une faible mesure par l'assistance qui nous a été apportée pour la première fois cette année par le Fonds spécial et par le Comité de l'assistance technique des Nations Unies au titre du Programme élargi d'assistance technique. D'autre part, malgré l'appel adressé par le Secrétaire général aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en vue d'obtenir des contributions spéciales au Fonds pour le Congo, les crédits fournis de cette façon ne s'élèvent jusqu'à présent qu'à 1 935 158 dollars.

En raison des très graves difficultés financières rencontrées, le Secrétaire général estime que le programme des Opérations civiles pour 1963 devra être considérablement réduit, à moins que votre gouvernement ne nous aide à trouver d'autres moyens de le financer. A ce sujet, le Secrétaire général invite votre gouvernement à examiner s'il lui est possible d'accepter de prendre à sa charge le versement des traitements et indemnités de tous les membres du personnel d'exécution

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre
Léopoldville

dont la rémunération a incombé jusqu'à présent au Fonds des Nations Unies pour le Congo. Les Nations Unies continueront à assumer la responsabilité du financement des seuls services consultatifs et des programmes de formation. Si cette suggestion est acceptée par votre gouvernement, je propose, conformément aux instructions qui m'ont été données, que le Gouvernement congolais crée un Fonds réservé qui sera géré par l'Organisation des Nations Unies et auquel sera versé le montant intégral des dépenses afférentes aux traitements et indemnités du personnel d'exécution et aux autres frais relatifs à ce personnel. Cet arrangement permettra de continuer à utiliser les services du personnel qui est actuellement employé à des tâches d'exécution et de poursuivre sans interruption la mise en oeuvre des divers projets auxquels ils collaborent à l'heure actuelle.

En attendant que nous ayons examiné la situation et que nous soyons parvenus à un accord précisant notre future politique en ce qui concerne les Opérations civiles, j'ai pour instruction de ne combler aucun des postes vacants. Le Secrétaire général sait parfaitement quelles sont les difficultés que sa décision risque d'occasionner et il m'a demandé de vous assurer que la mesure qu'il prend lui a été imposée par la crise financière que l'Organisation des Nations Unies traverse en ce moment. Je suis d'autre part autorisé à vous assurer que l'exécution des projets spéciaux relatifs aux travaux publics et à la restauration de la production agricole dont le coût est assumé à concurrence des deux-tiers par votre gouvernement ne seront pas affectés par ces changements. En outre, l'Organisation des Nations Unies aidera votre gouvernement à recruter le personnel destiné au Bureau de la coordination économique et à l'Administration financière congolaise.

Le problème financier pourrait être partiellement résolu par le déblocage d'une partie des importants crédits accumulés au compte des fonds de contrepartie du Titre I et au compte des fonds de contrepartie de l'aide à l'importation, en vue de financer le programme pendant le reste de 1963. Le 25 mai, les soldes du compte des fonds de contrepartie du Titre I et de celui des fonds de contrepartie de l'aide à l'importation étaient respectivement de 1 011 808 460 francs congolais et de 1 049 466 608 francs congolais. Les entretiens que j'ai eus avec les experts des Nations Unies en matière économique et financière m'ont permis d'apprendre que le déblocage des fonds de contrepartie ne devrait présenter aucune difficulté d'ordre juridique à condition que nous nous conformions aux termes des accords qui règlent l'utilisation de ces fonds.

Nos experts m'ont également indiqué qu'à leur avis le Conseil monétaire devrait pouvoir fournir les devises nécessaires pour verser la partie payable en monnaie étrangère des traitements du personnel d'exécution.

Si le Gouvernement congolais souhaite que l'Organisation des Nations Unies continue à se charger de l'administration des services d'exécution, je suggère que vous donniez votre accord en vue de constituer immédiatement le Fonds réservé dont j'ai fait mention ci-dessus.

Je voudrais pouvoir discuter cette question avec vous et j'espère sincèrement que nous serons à même de trouver une solution aux problèmes que je viens de mentionner.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Godfrey K.J. Amachree
Sous-Secrétaire
pour les Opérations Civiles
au Congo

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANISATION
IN THE CONGO

AVEC LES COMPLIMENTS DU
CHARGE DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES AU CONGO

Note:

Les deux messages ci-joints ont été reçus par nos services de télécommunication. Malgré les termes discourtois de ces messages, nous avons cru devoir vous les transmettre puis qu'il s'agit du maintien de l'ordre public. Mais nous avons avisé nos services de télécommunications de ne pas accepter à l'avenir de messages ainsi rédigés.

29 May 1963

Au Premier Ministre:

Notre référence: QVT/392/63

TEXTE DU SECOND MESSAGE

MININTERGOUCESTRAL LEO, PREMINISTRE LEO, SENAT LEO, CHAMBRE REPRESENTANTS LEO, MININTERPROVINCIAL EN MISSION KASONGO. No. 02/1224/1565/CAB/PRES
RECU CE JOUR CABLE NO. 003/CAB/RAC/63 MININTERPROVINCIAL EN TOURNÉE AU SUD
MANIEMA. TELEGRAMME DONT CITATION. PRESENCE MININTERGOUCESTRAL A KASONGO
ETRE NECESSAIRE. COMEXTRA KIYOMBO ET SENATEUR MWANANTEBA EX-MINISTRE KIVU
KITUKUTUKU EXCITENT SANS CESSER POPULATION COMMENCE GUERRE TRIBALE. DE MON
COTE APAISE TROUBLES ET DEMANDE COMMANDANT 3EME COMPAGNIE GD SUR PLACE
ARRETER FAUTEURS TROUBLES. CELUI CI REFUSE EXECUTER ORDRE. JEUNESSE
KIYOMBO ET MWANANTEBA MANIFESTENT PUBLIQUEMENT MINUS LANCES MACHETTES ET
EXTORCATION BIENS AUTRUI. KIYOMBO ET MWANANTEBA APPLIQUENT REGIME TRIBAL
FIN CITATIONS. A LECTURE DU PRESENT TEL CONVIENTREZ AVEC NOUS QUE SITUATION
EST FORT TENDUE A KASONGO. CHAOS PROVOQUE PAR ENNEMIS MANIEMA CONDUIT PAR
MWANANTEBA KITUKUTUKU ET KIYOMBO EN FAVEUR PREGOUPRO LOMANI AU PREJUDICE
POPULATION ET PREGOUPRO MANIEMA. VOUS INFORME QUE CE CABLE SERT DE MON
DERNIER APPEL AUPRES AUTORITES ECHELON NATIONAL. ESPERE QUE JUSQU'A CE JOUR
MANIEMA A MARCHE DANS LEGALITE DANS AFFAIRES LOMANI MANIEMA MAIS SILENCE
PROLONGE GOUCESTRAL PROUVE COMBIEN VOUS MAINTENEZ FAUTEURS TROUBLES AU SUD
MANIEMA ET PRINCIPALEMENT A KASONGO ET SI PAS ARRIVEZ KINDU POUR METTRE FIN
AUX CONFLITS FRONTALIERS LOMANI MANIEMA ENDEAN 48 HEURES POUR AINSI EVITER
EFFUSION SANG DANS MA PROVINCE. DANS CAS CONTRAIRE GOUPO MANIEMA PRENDRA
SES RESPONSABILITES ET NE VERRAI DANS OBLIGATION FAIRE ARRETER SENATEUR
MWANANTEBA KITUKUTUKU KIYOMBO ET CONSORT. PREGOUPRO LOMANI ET SUITE SERONT
MIS HORS ETAT A HUIRE POUR AVOIR IMMIXTION DANS AFFAIRES INTERIEURES NOTRE
PROVINCE. GOUVERNEMENT CENTRAL RESTE ALORS SEUL RESPONSABLE DU SUIVI.

29 May 1963

Au Premier Ministre:

Notre référence: GVT/392/63

TEXTE DU SECOND MESSAGE

MININTERGOUCESTRAL LEO, PRÉMINISTRE LEO, SENAT LEO, CHAMBRE REPRÉSENTANTS LEO, MININTERPROVINCIAL EN MISSION KASONGO. No. 02/1224/1565/CAB/PRES
REÇU CE JOUR CABLE NO. 003/CAB/RAC/63 MININTERPROVINCIAL EN TOURNÉE AU SUD
MANIEMA. TELEGRAMME DONT CITATION. PRÉSENCE MININTERGOUCESTRAL A KASONGO
ÊTRE NÉCESSAIRE. CONGRÈS KUYOMBO ET SÉNATEUR MWANANTEBA EX-MINISTRE KIVU
KITUKUTUKU EXCITENT SANS CESSER POPULATION COMMENCE GUERRE TRIBALE. DE MON
CÔTÉ APAISE TROUBLES ET DEMANDE COMMANDANT 3ÈME COMPAGNIE GD SUR PLACE
ARRÊTER FAUTEURS TROUBLES. CELUI CI REFUSE EXÉCUTER ORDRE. JEUNESSE
KUYOMBO ET MWANANTEBA MANIFESTENT PUBLIQUEMENT MINUS LANCES MACHETTES ET
EXTORCATION BIENS AUTRUI. KUYOMBO ET MWANANTEBA APPLIQUENT RÉGIME TRIBAL
FIN CITATIONS. A LECTURE DU PRÉSENT TEL CONVIENTREZ AVEC NOUS QUE SITUATION
EST PORT TENDUE A KASONGO. CHAOS PROVOQUÉ PAR ENNEMIS MANIEMA CONDUIT PAR
MWANANTEBA KITUKUTUKU ET KUYOMBO EN FAVEUR PRÉCOUPRO LOMANI AU PRÉJUDICE
POPULATION ET PRÉCOUPRO MANIEMA. VOUS INFORME QUE CE CABLE SERT DE MON
DERNIER APPEL AUPRÈS AUTORITÉS ÉCHELON NATIONAL. ESPÈRE QUE JUSQU'À CE JOUR
MANIEMA A MARCHÉ DANS LÉGALITÉ DANS AFFAIRES LOMANI MANIEMA MAIS SILENCE
PROLONGÉ GOUCESTRAL PROUVE COMBIEN VOUS MAINTENEZ FAUTEURS TROUBLES AU SUD
MANIEMA ET PRINCIPALEMENT A KASONGO ET SI PAS ARRIVÉZ KINSHASA POUR METTRE FIN
AUX CONFLITS FRONTALIERS LOMANI MANIEMA ENDEAN 48 HEURES POUR AINSI ÉVITER
EFFUSION SANG DANS MA PROVINCE. DANS CAS CONTRAIRE COUPRO MANIEMA PRENDRA
SES RESPONSABILITÉS ET NE VERRAI DANS OBLIGATION FAIRE ARRÊTER SÉNATEUR
MWANANTEBA KITUKUTUKU KUYOMBO ET CONSORT. PRÉCOUPRO LOMANI ET SUITE SERONT
HORS ÉTAT A NUIRE POUR AVOIR IMMIXTION DANS AFFAIRES INTÉRIEURES NOTRE
PROVINCE. GOUVERNEMENT CENTRAL RESTE ALORS SEUL RESPONSABLE DU SUIVI.

du

transmit
to Addon

cl

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:		
S.R.S.C.	C.C.O.	L.L.O.
CIV.OPS.	O.P.I.	UNESCO
C.A.O.	PUB.W.	MAILOPS.
C.F.A.	H.M.O.	P.X.
C.P.O.	M.H.O.	F.A.O.
C.F.O.	A.C.I.	I.T.U.
C.PROC.	L.S.	M.M.O.
C.G.S.	C.F.	WELFARE
MILITARY TELEGRAMS		

BOOK OF TWO

NR 3/4 SS KINDU 287 28 1515Z

ONUC LEO *info* ONUC BUKAVU

GV 392/63
B. M. M.
Kp-9

UNCLAS KINLEO 287/63 . DORSINVILLE AHMED TWIGT INFO
GAVIOLA FROM SAMY. PLEASE TRANSMIT FOLLOWING QUOTE. ~~MININTERGOU~~
MININTERGOUCENTRAL LEO PREMINISTRE LEO SENAT LEO CHAMBRE REPRES
LEO MININTERPROVINCIAL EN MISSION KASONGO . NO. 02/1224/1565/CAB/
PRES RECU CE JOUR CABLE NO. 003/CAB/RAC/63 MININTERPROVINCIAL
EN TOURNEE AU SUD MANIEMA . P2/50 TELEGRAMME DONT CITATION.
PRESENCE MININTERGOUCENTRAL A KASONGO ETRE NECESSAIRE. COMGEXTRA
KIYOMBO ET SENATEUR MWANANTEBA EX - MINISTRE KIVU KITUKUTUKU
EXCITENT SANS CESSE POPULATION COMMENCE GUERRE TRIBALE. DE
MON COTE APAISE TROUBLES ET DEMANDE COMMANDANT 3EME COMPAGNIE
GD SUR PLACE ARRETER FAUTEURS TROUBLES. ~~CELUI~~ CELUI CI REFUSE
EXECUTER ORDRE. P3 JEUNESSE KIYOMBO ET MWANANTEBA
MANIFESTENT PUBLIQUEMENT MINUS LANCES MACHETTES ET EXTORCATION
BIENS AUTRUI. KIYOMBO ET MWANANTEBA APPLIQUENT REGIME TRIBAL FIN
CITATIONS . A LECTURE DU PRESENT TEL CONVIENDREZ AVEC NOUS
QUE SITUATION EST FORT TENDUE A KASONGO . CHAOS PROVOQUE
PAR ENNEMIS MANIEMA CONDUIT PAR MWANANTEBA KITUKUTUKU
ET KIYOMBO P4/ EN FAVEUR PREGOUPRO LOMAMI AU PREJUDICE POPULATION
ET PREGOUPRO MANIEMA. VOUS INFORM QUE CE CABLE SERT DE MON
DERNIER APPEL AUPRES AUTORITES ECHE LON NATIONAL. ESPERE QUE
JUSQU A CE JOUR MANIEMA A MARCHE DANS LEGALITE DANS AFFAIRES
LOMAMI MANIEMA MAIS SILENCE PROLONGE GOUCENTRAL PROUVE *COMBIEN*

CONT. NR 3/4

VOUS MAINTENEZ FAUTEURS TROUBLES (P5) AU SUD MANIEMA
ET PRINCIPALEMENT A KASONGO ET SI PAS ARRIVEZ KINDI
POUR METTRE FIN AUX CONFLITS FRONTALIERS LOMAMI
MANIEMA ENDEAN 48 HEURES POUR AINSI EVITER EFFUSION
SANG DANS MA PROVINCE. DANS CAS CONTRAIRE GOUPRO
MANIEMA PRENDRA SES RESPONSABILITES ET ME VERRAI
DANS OBLIGATION FAIRE ARRETER SENATEUR MWANATEBA
KITUKUTUKU (P6/37) KİYOMBO ET CONSORT. PREGOUPRO
LOMAMI ET SUITE SERONT MIS HORS ETAT ANUIRE POUR
AVOIR IMMIXTION DANS AFFAIRES INTERIEURES NOTRE PROVI
GOVERNEMENT CENTRAL RESTE ALORS SEUL RESPONSABLE
DU SUIVI . SIGNED HILAIRE KISANGA PRESGOUPRO.

REC. 1547Z 28/5 BKN

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANISATION
IN THE CONGO

AVEC LES COMPLIMENTS DU
CHARGE DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES AU CONGO

Notes:

Les deux messages ci-joints ont été reçus par nos services de télécommunication. Malgré les termes discourtois de ces messages, nous avons cru devoir vous les transmettre puis qu'il s'agit du maintien de l'ordre public. Mais nous avons avisé nos services de télécommunications de ne pas accepter à l'avenir de messages ainsi rédigés.

29 May 1963

Notre référence:
GVT/391/63

TEXTE DU PREMIER MESSAGE

CHEF DE L'ETAT LEO, PRESETAT LEO, PRECHAMBRE LEO, MINIDEFENCE LEO, PREMIER LEO, MININTERIEUR LEO. No.34/P.A.LOMAMI. VOUS AVISE QUE SITUATION ETRE GRAVEMENT DUE A KASONGO ET SAMBA. SENATEUR MWANANTEBA FAMEUX EXTRA KIYOMBO ALEXIS ET LEUR CLIQUE ORGANISE JEUNESSE AFIN MASSACRE TOUT OPPOSANT A CE QUE CERTAINES REGIONS KASONGO AILLENT AU LOMAMI. DES ACCROCHAGES AVOIR LIEU A KASONGO ET RISQUENT DE SE TRANSFORMER EN GUERRE TRIBALE. AUTORITES LOMAMI AVOIR ENVAHI REGION SAMBA PAR L'AIDE JEUNE-SE, ARMEE DE FLECHES ET MACHETTES AUSSI AVEC MILITAIRES ET POLICIERS TERRORISANT TOUTE LA REGION. AUTORITES MANIEMA CHERCHENT SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLEME FRONTALIER MAIS SI POUVOIR CENTRAL EN GENERAL ET MINISTERE INTERIEUR EN PARTICULIER PRATIQUE POLITIQUE FAVORITISME ELLES SE VERRONT OBLIGES REGIR SAUVAGEMENT CONTRE ATTAQUES PREMEDITES. MININTERIEUR VENIR REGLER CE PROBLEME SANS TARDER. CE RETARD NOUS FAIT CROIRE QU'IL Y A COMPLICITÉ PUISQUE KABANGI MWANTEBA ET MANONO SERAIENT A KASONGO. VOUS AVERTISSONS QUE D'ICI PEU LES FORCES VIVES DU MANIEMA REAGIRONT. INSISTONS SA PRESENCE MININTERIEUR AU MANIEMA SANS DELAI SEUL GAGE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE.

Premier Ministre

FTL/mm

29 May 1963

Notre référence:
QVT/391/63

TEXTE DU PREMIER MESSAGE

CHEF DE L'ETAT LEO, PRESENAT LEO, PRECHAMBRE LEO, MINIDEFENCE LEO, PREMIER LEO, MININTERIEUR LEO. No.34/P.A.LOMANI. VOUS AVISE QUE SITUATION ETRE GRAVEMENT DUE A KASONGO ET SAMBA. SENATEUR MWANANTEBA FAMEUX EXTRA Kiyombo Alexis ET LEUR CLIQUE ORGANISE JEUNESSE AFIN MASSACRE TOUT OPPOSANT A CE QUE CERTAINES REGIONS KASONGO AILLENT AU LOMANI. DES ACCROCHAGES AVOIR LIEU A KASONGO ET RISQUENT DE SE TRANSFORMER EN GUERRE TRIBALE. AUTORITES LOMANI AVOIR ENVAHI REGION SAMBA PAR L'AIDE JEUNESSE, ARMEE DE FLECHES ET MACHETTES AUSSI AVEC MILITAIRES ET POLICIERS TERRORISANT TOUTE LA REGION. AUTORITES MANIEMA CHERCHENT SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLEME FRONTALIER MAIS SI POUVOIR CENTRAL EN GENERAL ET MINISTERE INTERIEUR EN PARTICULIER PRATIQUE POLITIQUE FAVORITISME ELLES SE VERRONT OBLIGES REGR SAUVAGEMENT CONTRE ATTAQUES PREMEDITES. MININTERIEUR VENIR REGLER CE PROBLEME SANS TARDER. CE RETARD NOUS FAIT CROIRE QU'IL Y A COMPLICITÉ PUISQUE KABANGI MWANTEBA ET MANONO SERAIENT A KASONGO. VOUS AVERTISSONS QUE D'ICI PEU LES FORCES VIVES DU MANIEMA REAGIRONT. INSISTONS SA PRESENCE MININTERIEUR AU MANIEMA SANS DELAI SEUL GAGE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE.

Premier Ministre

FTL/mm

To transmit to
Adoula

gll

Ch

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:		
S.R.S.G.	<input checked="" type="checkbox"/>	G.C.O.
CIV. OPS.	<input checked="" type="checkbox"/>	I.L.D.
C.A.O.	<input checked="" type="checkbox"/>	MAIL OPS.
C.F.A.	<input checked="" type="checkbox"/>	P.X.
C.P.O.		F.A.O.
C.F.O.		I.T.U.
C.M.D.C.		W.M.O.
C.B.S.		WELFARE
MILITARY		

Adoula

BOOK OF TWO

NR 5/6 SS KINDU 200 28 1515Z

KD-9
6VT/391/63

ONUC LEO INFO ONUC BUKAVU UNCLAS KINLEO 288/63. BORSINVILLE

AHMED TWIGT INFO GAVIOLA FROM SAMY. PLEASE TRANSMIT

FOLLOWING . QUOTE CHIEF DE LETAT LEO PRESENAT LEO

PRECHAMBRE LEO MINIDEFENE LEO PREMIER LEO MININTERIEUR

LEO. NO.34/F. A./LOMAMI. VOUS AVISE QUE SITUATION ETRE GRAVEMENT
DUE A KASONGO ET SAMBA.

P2 SENATEUR MWANANTEBA FAMEUX EXTRA

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

KIYOMBO ALEXIS ET LEUR CLIQUE ORGANISE JEUNESSE AFIN MASSACRE

TOUT OPPOSANT

A CE QUE CERTAINES REGIONS KASONGO

AILLENT AU LOMAMI . DES ACCROCHAGES AVOIR LIEU A KASONGO

ET RISQUENT DE SE TRANSFORMER EN GUERRE TRIBALE. AUTORITES

LOMAMI AVOIR ENVAHI REGION SAMBA PAR L' AIDE JEUNESSE

P/3 ARMEE DE FLECHES ET MACHETTES AUSSI AVEC MILITAIRES

ET POLICIERS TERRORISANT TOUTE LA REGION. AUTORITES MANIEMA

CHERCHENT SOLUTION PACIFIQUE AU PROBLEME FRONTALIER MAIS

SI POUVOIR CENTRAL EN GENERAL ET MINISTERE INTERIEUR EN PARTICULIER

PRATIQUE POLITIQUE FAVORITISME ELLES SE VERRONT OBLIGEEES

REGIR SAUVAGEMENT CONTRE ATTAQUES PREMEDIATEES. MININTERIEUR

AVOIR PROMIS P4

NR 5/6

P4/50

VENIR REGLER CE PROBLEME SANS ~~XXX~~ TARDER
CE RETARD NOUS FAIT CROIRE QU IL Y A COMPLICITE PUISQUE
KABANGI MWANTEBA ET MANONO ^E SERAINT A KASONGO . VOUS
AVERTISSEMENTS QUE D'ICI PEU LES ^E FORCES VIVES DU MANIEMA
REAGIRONT . INSISTONS SA PRESENCE MININTERIER AU MANIEMA
SANS DELAI SEUL GAGE DUNE SOLUTION PACIFIQUE.

BKN REC. FM 4UCI 1615Z 28/5

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

G O M A.

28th May, 1963.

To: Mr. M. Dorsinville,
Officer-in-Charge
ONUC, Leopoldville

GVT/390/63

From: John Wood, Administrative Officer,
ONUC, Goma.

I enclose two telegrams which the President of North Kivu has requested that we transmit to the various addressees in Leopoldville. One relates to the arrest of two Ministers implicated in attacks on Banyarwanda inhabitants who are in protective custody in Bukavu. The North Kivu Government fears that their trial will be prejudiced unless it is held outside the area.

The other relates to the new Government move to annex Goma and Rutshuru to Kivu Centrale. In this respect we have heard that the Minister of the Interior will in fact be visiting Bukavu and possibly Goma to-day.

c.c. Mr. C. Gaviola,
Civil Affairs Officer,
ONUC, Bukavu.



Goma, le 196...

PROVINCE DU NORD KIVU
CABINET DU GOUVERNEMENT
PROVINCIAL

N° 010 / / Cab. Présigoupro.

Annexe :

Réf :

Objet :

TELEGRAMME OFFICIEL

MINISTERE GOUVERNEMENTAL
LEOPOLDVILLE.

N° 30/5/5.P./PRESIGOUPRO/63 STOP CONFIRME AUSSI TEXTE TELEGRAMME DU
27 COURANT/CGE/R10 GOMA VOUS TRANSMIS PAR COMEXTRA MR DHUNDE DE PAS-
SAGE A GOMA STOP POUR EVITER COULAGE SANG POPULATION ET NOUS-MEMES
POLITICIENS NORD-KIVU STOP VOTRE PRESENCE ETRE NECESSAIRE A GOMA AVANT
FIN MOIS EN COURS PULISTOP

PRESIGOUPRO NORD-KIVU

MOLEY Bénédicte.-

Kiretsho, le 27 mai 1963.

TNS CTA PRIORITE ABSOLUE

PREMIER MINISTRE ADOULA
 MINISTRE MABOTI
 MINISTRE BOBOND
 MINISTRE KAHAMBA
 PROCUREUR

LEOPOLDVILLE

N° 2010/55/SP/PRESIGOUPRO/RTT/63 POUR VOTRE CONNAISSANCE PARQUET BUKAVU AVOIR
 CONVOQUE SES DEUX MINISTRES KATTENGA GABRIEL INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE ET MINISTRE
 ANTOINE JUSTICE MERCREDI 22 COURANT ET LES AVOIR INCARMEES PRISON CENTRALE BUKAVU
 VENDREDI 24 MAI 1963 SONT REPROCHES INOCCUMENT ART 67 CPL II POUR ANTI-ETAT
 ARBITRAIRE ET TORTURES CORPORELLES DANS AFFAIRE MAGISTRAT DE GOMA POLITICIEN FLECHE
 MEURANUMBE ET DONT MONTEL N° 2010/560/CAB/PRESIGOUPRO/63 DU 8 AVRIL 1963 A PRODUIT
 MINISTRE BOBOND LEO PROBAT BUKAVU PARQUET GOMA ET COMMISSAIRE BUKAVU BUKAVU
 SUITE A CE JOUR STOP COMPOLICE EN CHEF KISONI EDMOND ET SON ADJOINT KANYIMBA
 ETRE SEULS RESPONSABLES CETTE ARRESTATION STOP SOLICITE VOTRE INTERVENTION ET COMMISSAIRE
 PROCUREUR ET MINISTRE LEO POUR LEUR LIBERATION IMMEDIATE STOP DANS NEGATIVE BUKAVU
 LEUR MISE EN LIBERTE PREVENTIVE ET LEUR TRANSFERT D'URGENCE A LEO POUR JUGEMENT
 EVENTUEL FULLSTOP

PRESIGOUPRO NORD KIVU
 MOLEY BÉDINETH

Indications non télégraphiques : Expéditeur : MOLEY Bédineth - Présigoupro Nord-Kivu
 p.c. Le ministre des T.P. et du R.P.
 Charles MARTEL KATANGA.

Kirotshe, le 27 mai 1963.

Notre référence: GVT/389/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 27 MAI 1963

1. IL N'Y A PAS EU DE DEVELOPPEMENT IMPORTANT AU COURS DE LA SEMAINE ECOULEE.
2. AU DEBUT DE SES ENTRETIENS AVEC LE PROCUREUR D'ETAT ET LES MAGISTRATS LE 25 MAI, LE SECRETAIRE D'ETAT A LA DEFENSE (A QUI M. LUAKABWANGA AVAIT, DE TOUTE EVIDENCE, FAIT LA LECON) SEMBLAIT CONVAINCU QUE LE PARQUET ET L'ANC ETAIENT ICI POUR AIDER M. LUBAYA A MONTER UN COUP CONTRE M. LUAKABWANGA. LE PROCUREUR D'ETAT, M. SAITAS ET SES COLLEGUES PENSENT L'AVOIR CONVAINCU QUE CECI ETAIT COMPLEMENTAIRE FAUX, ET LUI AVOIR DEMONTRE EGLEMENT QUE LES NOMBREUSES ARRESTATIONS DE MEMBRES DE L'ASSEMBLEE ET AUTRES ADVERSAIRES POLITIQUES EFFECTUEES SUR LES ORDRES DE M. LUAKABWANGA ET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR, M. WAFWANA (ACCUSE D'ASSASSINAT ET AUTRES CRIMES, MAIS CONTINUANT A EXERCER SES FONCTIONS DE MINISTRE) ONT CREE UNE DANGEREUSE SITUATION. LE SECRETAIRE A LA DEFENSE A RECONNU QU'UN INCIDENT, QUI AURAIT PROBABLEMENT ETE GRAVE, A ETE EVITE GRACE AU PARQUET QUI A PU DISSUADER LA FOULE DE MARCHER SUR LA RESIDENCE.
3. JE CROIS SAVOIR QUE LE PROCUREUR D'ETAT AURAIT FAIT PARVENIR AU PROCUREUR GENERAL DES DOSSIERS CONCERNANT LES ARRESTATIONS DONT IL EST QUESTION CI-DESSUS, ET DEMANDANT QUE M. LUAKABWANGA SOIT AMENE A COMPARAITRE DEVANT LE TRIBUNAL A LEOPOLDVILLE.
4. A MON AVIS, IL N'Y A QU'UN MOYEN D'ENRAYER LA DETERIORATION GENERAL DE LA SITUATION, C'EST QUE LE GOUVERNEMENT CENTRAL PRENNE DES MESURES ENERGIQUES DANS LE SENS QUE J'AI DEJA SUGGERE. A DEFAUT DE TELLES MESURES, IL N'Y A GUERE D'ESPOIR QUE NOUS PUISSIONS CONTINUER LE PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE APRES LE DEPART DES TROUPES DES NATIONS UNIES. LE CAS ADVENANT, LES BELGES ET LES AUTRES ETRANGERS PARTIRAIENT SANS DOUTE AUSSI (PLUSIEURS D'ENTRE EUX SE PREPARAIENT A QUITTER LULUABOURG LORSQU'ILS ONT SU QUE LES TROUPES NIGERIENNES S'EN ALLAIENT, ET NE SE SONT DECIDES A RESTER QU'EN APPRENANT L'ARRIVEE DU BATAILLON GHANEEN).

FTL/mm

GVT/388/63

Léopoldville, le 28 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au rapport de la Commission Parlementaire chargée d'enquêter sur les incidents qui ont eu lieu à Jadotville du 11 au 15 avril 1963, rapport qui a été lu en séance plénière à la Chambre des Représentants le vendredi 17 avril 1963 et qui fait actuellement l'objet d'une étude en commission.

Deux passages de ce rapport mettent en cause l'attitude et le comportement de l'ONUC dans cette affaire:

1° Au 1er paragraphe de la page 2, il est dit que:

"Pour terminer, Mr. Tshombé nous informe que durant les tueries, le contingent de l'ONU stationné dans cette ville, est resté presque bras-croisés et a interdit la police locale d'intervenir en vue de rétablir l'ordre."

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

2° Au 3ème paragraphe de la page 4, nous lisons que:

"Quant à l'extension et à la gravité de la situation lamentable qu'a connue Jadotville, ces mêmes autorités (trois Bourgmestres de différentes communes de Jadotville, le Commissaire en Chef et un Sous-Commissaire plus deux Conseillers-policiers belges) se plaignent amèrement de l'attitude qu'a adoptée l'ONU durant les massacres. Indifférente, impassible, l'ONU interdisait à la police locale d'intervenir; ce qui permit aux guerriers de s'armer à leur aise et de s'entretuer aussi massivement. On nous signalait à Jadotville que certains officiers de l'ONU s'étaient indignés de devoir assister en simples observateurs à des actes inhumains parce que, d'Eville l'ordre leur était donné de ne pas intervenir. Ce ne fut qu'après maintes discussions chaudes avec les autorités locales que finalement des patrouilles mixtes (ONU-policiers locaux) furent autorisés. Mais leur intervention dut venir assez tard (samedi, 13 avril) le mal était déjà commis et on déplorait déjà des dizaines de pertes de vies humaines."

M. Eliud Mathu, qui était alors notre représentant à Elisabethville, a présenté sur ces passages les observations suivantes:

"La déclaration de Monsieur Tshombé selon laquelle l'ONUC est restée les bras croisés n'est pas corroborée par les sentiments qu'il exprimait dans sa lettre en date du 18 avril 1963 où il dit notamment:

.../...

.../...

- 3 -

'Monsieur le Représentant, Au nom des populations éprouvées de Jadotville, le Gouvernement du Katanga et moi-même tenons à vous remercier ainsi que vos collaborateurs pour la magnifique aide obtenue de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion des derniers événements...'

"Il est vrai que le 11 avril, l'ONUC a empêché la police locale d'"intervenir", mais elle l'a fait non pas pour empêcher la police de rétablir l'ordre, mais pour l'empêcher de continuer à tuer des civils. En effet, ce jour-là l'ONUC a dû intervenir dans la commune de Panda entre la police et la population après que M. Pratt, conseiller européen de la Police, ait tiré le premier coup de feu. Pendant près de trois heures, la patrouille de l'ONUC s'est interposée entre la police et la population pour prévenir d'autres effusions de sang."

"Le 11 avril, le premier jour des événements, vers 16 h.30, une réunion s'est tenue au bureau du premier bourgmestre à Jadotville, à laquelle ont pris part les autorités locales, la police, l'observateur provincial des Nations Unies ainsi que le Commandant militaire de l'ONUC. Au cours de cette réunion, on a convenu de mettre sur pied des patrouilles mixtes et, plus tard le même jour, des officiers de la police sont venus au Quartier Général de l'ONUC afin de mettre au point avec l'officier commandant le bataillon de l'ONUC la coordination de ces patrouilles. La déclaration selon laquelle l'ONUC n'est pas intervenue avant le 13 avril est complètement erronée. En effet c'est à 12 h.30 le 11 avril

.../...

.../...

- 4 -

que l'ONUC est entrée en action pour la première fois, alors qu'une patrouille est allée mettre fin à la querelle qui s'était élevée entre la police et la population de la Commune de Panda.

"Par la suite, l'ONUC a continué à faire de son mieux pour maintenir la paix et à coopérer au maximum avec la police et le Bourgmestre. Toutefois, le coeur du problème résidait dans le fait que la police, puissamment armée, a fait preuve de brutalité dans sa façon d'aborder le problème, et, par ailleurs, les coups de feu tirés par la police le 11 avril appelaient vengeance dans l'esprit de la population. En plus d'empêcher les gens de se battre entre eux, les militaires de l'ONUC ont dû veiller à ce que la police n'ajoute pas à la confusion en tirant à tort et à travers.

"Les communes de Jadotville s'étendent sur une vaste région. Elles comptent près de 80.000 âmes, et il est impossible que des troupes se chiffrant à 456 hommes puissent mettre fin immédiatement à une querelle de ce genre parmi une population tellement vaste et répandue."

J'ai cru devoir porter ces observations à votre attention et, par votre intermédiaire, à celle de la Chambre des Représentants.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

GVT/387/63

Léopoldville, le 29 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre que mon prédécesseur, M. Robert Gardiner, vous a adressée le 8 octobre 1962 (référence GVT/655/62) par laquelle il vous a informé que l'ONUC était disposé à donner suite à votre demande d'accorder un appui logistique à l'Armée Nationale Congolaise. Par un échange de lettres entre le Commandant de la Force de l'ONUC et le Général Mobutu en date du 14 novembre et du 11 décembre 1962 respectivement, il a été ensuite convenu que l'ONUC fournirait à partir du 22 novembre 1962 des vivres ainsi que des huiles et graisses aux troupes de l'ANC stationnées au Nord-Katanga aussi longtemps qu'elle y sera autorisée par le Siège des Nations Unies. En plus, il a été convenu qu'en cas où l'ONUC se verrait obligée d'arrêter la fourniture de ces produits, elle donnerait à l'ANC un préavis de 60 jours.

Comme vous le savez, l'ONUC a dû réduire ses effectifs depuis mars dernier et, dans le cadre de

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

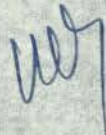
.../...

- 2 -

cette réduction, ses troupes devront évacuer Albertville dans un proche avenir. Après l'évacuation d'Albertville il ne restera plus de troupes de l'ONUC au Nord-Katanga et il ne nous sera plus possible de continuer les susdites livraisons dans cette région.

Dans ces circonstances, sur les instructions du Siège des Nations Unies à New York, et conformément aux modalités arrêtées d'un commun accord par les ~~Général Kobbé et Moutu~~, j'ai le regret de vous informer que l'ONUC cessera la livraison des fournitures en question aux troupes de l'ANC au Nord-Katanga à partir de la date du 15 août 1963.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.


Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

cc. Force Commander
Mr. Twigt

Léopoldville, le 27 mai 1963

N/Réf: GVT/386/63

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 1031/368/63 du 3 mai concernant la mission du Représentant de votre Ministère à la Base de Kitona.

Au paragraphe 2 de la lettre ci-dessus mentionnée vous demandez que les instructions nécessaires soient données à notre Administrateur de la Base afin d'assurer qu'aucun matériel ne soit retiré de la Base ou loué à l'extérieur sans le consentement de votre Représentant. J'aimerais à cet égard souligner que l'administrateur ne peut pas de sa propre autorité consentir à l'enlèvement ou au prêt de matériel se trouvant à la base. Il devrait toujours s'en référer à nous. En conséquence la nécessité de lui donner des instructions complémentaires ne s'est jamais présentée jusqu'ici.

Si, toutefois, vous aviez connaissance d'instances où du matériel appartenant au Gouvernement congolais aurait été retiré de la Base, je vous serais obligé de me le faire savoir de façon précise en me fournissant tous les détails à l'appui afin de me permettre de prendre les mesures qui s'imposeraient en pareilles circonstances.

Vous mentionnez par ailleurs dans votre lettre qu'il n'a pas été établi à ce jour un inventaire du matériel appartenant au Gouvernement congolais se trouvant sur la Base. Je vous serais encore obligé de bien vouloir me faire connaître la nature de ce matériel afin que les dispositions nécessaires puissent être prises pour en établir un.

En ce qui concerne la question de fourniture de médicaments à votre Représentant à la Base de Kitona, il résulte de l'enquête que j'ai ordonnée que les remèdes prescrits par le médecin de l'Organisation Mondiale de la Santé n'étaient pas disponibles à

... / ...


Monsieur le Secrétaire général
Ministère de la Défense Nationale
Gouvernement central de la République du Congo
LEOPOLOVILLE

l'hôpital de la Base et qu'il était donc nécessaire que, selon la procédure en vigueur, votre Représentant effectue lui-même ces achats dont il sera remboursé sur présentation de factures dûment acquittées. Il convient, je pense, de noter à ce sujet que dans la mesure où des médicaments sont disponibles à la Base les demandes émanant tant de votre Représentant que du personnel congolais travaillant au Service météorologique ont toujours été satisfaites.

Je me permets enfin, en ce qui concerne les observations aux paragraphes 4 et 5 de votre lettre, de me référer à la correspondance échangée préalablement à l'envoi de votre Représentant à Kitona qui vous faisait part de notre accord à son installation à la Base. Il y était prévu que l'objet de la mission de votre représentant était de lui permettre de se familiariser avec les problèmes opérationnels et d'entretien de la Base en vue d'en faciliter le transfert au moment où votre Gouvernement en prendrait possession sans qu'il soit, cependant, fait mention de l'établissement d'un inventaire conjoint de tout le matériel se trouvant sur la Base.

Vous pouvez cependant être assuré que toutes les archives de la Base ont fait et font l'objet de notre meilleure attention et vigilance et je me plais à croire qu'il n'y aura pas de difficultés dans ce domaine au moment de la reprise du matériel.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma haute considération.


Max H. Dorsainville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

GVT/385/63

Télégramme reçu de M. Saitas, Luluabourg et devant être transmis à :

PROCURAL LEO

(transmis directement)

Leopoldville, le 24 mai 1963

CABINET
DU PREMIER MINISTREMONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS CIVILES
DE L'ONU AU CONGOLEOPOLEVILLE

c/Pol 000 Cent-Gov.

Offre du Gouvernement des
Etats-Unis de 10 millions de
dollars.

Monsieur le Chef des Opérations civiles,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez adressée en date du 16 mai 1963 à Monsieur le Premier Ministre, par laquelle vous communiquez l'offre du Gouvernement des Etats-Unis au Gouvernement du Congo d'un montant de 10 millions de dollars à l'appui de notre programme d'importation pour le deuxième trimestre de 1963.

Je désire par la présente vous remercier d'avoir bien voulu recommander l'offre en attirant notre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo.

Comme vous le dites, une commission existe déjà qui est chargée de régir l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais en fonction du programme d'aide américaine. Nous ne nous opposons pas à ce que cette même commission ou une commission analogue régie l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de cette nouvelle tranche d'aide. Il nous semble cependant que les travaux de la commission se borneraient seulement à autoriser des prélèvements sur le fonds de contrepartie pour les verser à la Trésorerie en tant que contribution au financement de budget ordinaire. Ce budget, comme vous le savez, est préparé annuellement par le Gouvernement et voté par le Parlement. Une fois adopté, le budget ne peut pas être modifié.

En communiquant notre acceptation de l'offre américaine, je vous prie de bien vouloir exprimer au Gouvernement des Etats-Unis toute notre reconnaissance de leur assistance généreuse et de croire, Monsieur le Chef des Opérations civiles, à l'assurance de ma haute considération.

LE VICE-PREMIER MINISTRE :

J. KASONGO

Notre référence: GVT/384/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A ELISABETHVILLE
EN DATE DU 21 MAI 1963

A. LA DECLARATION DE M. TSHOMBE SELON LAQUELLE L'ONUC EST RESTEE LES BRAS CROISES N'EST PAS CORROBOREE PAR LES SENTIMENTS QU'IL EXPRIMAIT DANS SA LETTRE EN DATE DU 18 AVRIL 1963. IL EST VRAI QUE, LE 11 AVRIL, L'ONUC A EMPECHE LA POLICE LOCALE DE CONTINUER A TUER LES GENS LORSQU, DANS LA COMMUNE DE PANDA, IL DEVINT NECESSAIRE QUE LES NATIONS UNIES INTERVIENNENT ENTRE LA POLICE ET LA POPULATION APRES QUE M. PRATT, CONSEILLER EUROPEEN DE LA POLICE, EUT TIRE LE PREMIER COUP DE FEU. PENDANT PRES DE TROIS HEURES LE 11 AVRIL, LA PATROUILLE DE L'ONUC S'EST TENUE EN POSITION ENTRE LA POLICE ET LA POPULATION POUR PREVENIR D'AUTRES EFFUSIONS DE SANG.

B. APRES QUE J'EUS RENCONTRE LA DELEGATION PARLEMENTAIRE, ON LEUR A DONNE UN BUREAU PRIVE AU SIEGE DE L'ONUC, AINSI QU'AUX TROIS CONSEILLERS DES NATIONS UNIES, ET JE N'AI PAS ASSISTE A LEURS DISCUSSIONS.

C. LE 11 AVRIL, LE PREMIER JOUR, VERS 16H.30, UNE REUNION S'EST TENUE AU BUREAU DU PREMIER BOURGEMESTRE A JADOTVILLE, A LAQUELLE ONT PRIS PART LES AUTORITES LOCALES, LA POLICE, L'OBSERVATEUR PROVINCIAL DES NATIONS UNIES AINSI QUE LE COMMANDANT MILITAIRE DE L'ONUC. AU COURS DE CETTE REUNION ON A CONVENU DE METTRE SUR PIED DES PATROUILLES MIXTES ET, PLUS TARD LE MEME JOUR, DES OFFICIERS DE LA POLICE SONT VENUS AU QUARTIER GENERAL MILITAIRE DE L'ONUC AFIN DE METTRE AU POINT AVEC L'OFFICIER COMMANDANT LE BATAILLON DE L'ONUC LA COORDINATION DE CES PATROUILLES. JE N'AI PAS - JE REPETE, JE N'AI PAS DONNE ORDRE AUX MILITAIRES DE NE PAS INTERVENIR. LA DECLARATION SELON LAQUELLE L'ONUC N'EST PAS INTERVENUE AVANT LE 13 AVRIL EST COMPLETEMENT ERRONEE: EN EFFET, C'EST A 12H. 30 LE 11 AVRIL QUE L'ONUC EST ENTREE EN ACTION POUR LA PREMIERE FOIS, ALORS QU'UNE PATROUILLE EST ALLEE METTRE FIN A LA QUERELLE QUI S'ETAIT ELEVEE ENTRE LA POLICE ET LA POPULATION DE LA COMMUNE DE PANDA. PAR LA SUITE, L'ONUC A CONTINUE A FAIRE DE SON MIEUX POUR MAINTENIR LA PAIX ET A COOPERE AU MAXIMUM AVEC LA POLICE ET LE BOURGEMESTRE. TOUTEFOIS, LE CŒUR DU PROBLEME RESIDAIT DANS LE FAIT QUE LA POLICE PUISSAMMENT ARMEE, A FAIT PREUVE DE MECHANCETE DANS SA FACON D'ABORDER LE PROBLEME, ET, PAR AILLEURS, LES COUPS DE FEU TIREES PAR LA POLICE LE 11 AVRIL APPELAIENT VENGEANCE DANS L'ESPRIT DE LA POPULATION. EN PLUS D'EMPECHER LES GENS DE SE BATTRE ENTRE EUX, LES MILITAIRES DE L'ONUC ONT DU VOIR A CE QUE LA POLICE N'AJOUTE PAS A LA CONFUSION EN TIRANT A TORT ET A TRAVERS. LA PREMIERE PHRASE PRONONCEE PAR M. ILEO LORS DE SA CONFERENCE DE PRESSE, OU IL DIT QUE LES EVENEMENTS DE JADOTVILLE ETAIENT DES QUERELLES DE FAMILLE QUI ONT DEGENERE EN BATAILLES SANGLANTES, EST PROBABLEMENT CE QUI SE RAPPROCHE LE PLUS DE LA VERITE ET NOUS N'EN SAURONS JAMAIS PLUS. LES COMMUNES DE JADOTVILLE S'ETENDENT SUR

UNE VASTE REGION. ELLES COMPTENT PRES DE 80,000 AMES, ET L'ON CONSIDERE IMPOSSIBLE QUE DES TROUPES SE CHIFFRANT A 456 HOMMES ET DISPOSANT DE MOYENS DE TRANSPORT MEDIOCRES PUISSENT METTRE FIN IMMEDIATEMENT A UNE QUERELLE DE FAMILLE AU MILIEU DE TANT DE GENS. COMME AUTRE PREVUE QUE LA POLICE N'A PAS ETE IMPECHEE D'ACCOMPLIR SA TACHE, ON VOUDRA BIEN SE REFERER AU PASSAGE DU DISCOURS QUE M. TSHOMBE PRONONCAIT A JADOTVILLE LE 16 AVRIL ET OU IL DISAIT CE QUI SUIVIT: "AUJOURD'HUI, LE CALME A ETE RETABLI A JADOTVILLE. AUJOURD'HUI, CHACUN PEUT CIRCULER LIBREMENT ET SANS DANGER GRACE AU COURAGE, AU DYNAMISME ET A LA PATIENCE DE LA POLICE QUI, JOUR ET NUIT ET EN ETROITE COOPERATION AVEC LES AUTORITES CIVILES DE JADOTVILLE, A TRAVAILLE SANS ARRÊT POUR RESTAURER L'ORDRE ET LA PAIX DANS CETTE VILLE QUI A ETE SI DUREMENT APROUVÉE."

/mm

Au Premier Ministre,
Leopoldville

Notre référence: GVT/383/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 20 MAI 1963

1. LES TROUBLES VONT CROISSANT DANS DIVERSES REGIONS DU KASAI. LA SITUATION A LULUABOURG CONTINUE A SE DETERIORER. LE GOUVERNEMENT DE M. LUAKABWANGA S'EST MAINTENU AU POUVOIR EN SUPPRIMANT LES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE PAR DES ARRESTATIONS EFFECTUEES SOUS L'AUTORITE DU MINISTRE PROVINCIAL DE L'INTERIEUR, M. WAFWANA, ACCUSE D'ASSASSINAT PAR LE PARQUET DE LULUABOURG. LE PARQUET L'ACCUSE EGALEMENT D'EXCITER LES HAINES RACIALES ET DE PROVOQUER DES TROUBLES A LODJA. LE GOUVERNEMENT S'EST VIRTUELLEMENT DESAGREGE, ET LES ACTES DE VIOLENCE ONT COUTE LA VIE A PLUS DE VINGT PERSONNES A LODJA MEME.
2. LA SITUATION A LODJA ET CELLE DE LULUABOURG SONT FONDAMENTALEMENT LES MEMES: DEUX BLOCS AU SEIN DE L'ASSEMBLEE ET DEUX GROUPES ETHNIQUES; EMPLOI DE LA JEUNESSE ARMEE PAR LES DIRIGEANTS POLITIQUES; POLITISATION ET CORRUPTION DE LA POLICE; L'ADMINISTRATION PROCEDE A L'ARRESTATION DE SES ADVERSAIRES POLITIQUES; LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL ACCUSE L'ANC OU LA GENDARMERIE DE NE PAS COOPERER; LA JUSTICE N'EST PAS RESPECTEE ET LE PARQUET EST IMPUISSANT.
3. LE PARQUET DE LULUABOURG S'AVERE MANIFESTEMENT INCAPABLE DE PROTEGER LES DROITS LES PLUS ELEMENTAIRES DES CITOYENS, OU DE FAIRE APPLIQUER DES SANCTIONS POUR LES CRIMES LES PLUS GRAVES. DE NOMBREUX CRIMES SONT COMMIS PAR LA POLICE QUI EST SOUS LE CONTROLE DU GOUVERNEMENT.
4. LE GOUVERNEMENT CENTRAL AYANT MANQUE A PRENDRE DES MESURES EFFICACES POUR REMEDIER A LA SITUATION, IL S'ENSUIT QUE LES FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT, LE CORPS ENSEIGNANT, AINSI QUE LES OFFICIERS DE L'ANC ET DE LA GENDARMERIE ONT PERDU CONFIANCE ET SONT DEMORALISES. M. LUAKABWANGA ET LA PRESSE FONT CIRCULER DES CALOMNIES SUR L'ANC, LA GENDARMERIE ET LA SURETE, LESQUELLES, DE TOUTE EVIDENCE, NE SONT PAS SOUTENUES PAR LE GOUVERNEMENT CENTRAL. L'OPINION SE REPAND DE PLUS EN PLUS QUE LE GOUVERNEMENT CENTRAL NE SOUCIE PAS SERIEUSEMENT A RETABLIR L'ORDRE.
5. JE CONSIDERE QUE LA SITUATION NE POURRA ETRE REELLEMENT AMELIOREE, ET QUE LES EFFORTS DES NATIONS UNIES ICI SERONT EN GRANDE PARTIE PERDUS, SI LE GOUVERNEMENT CENTRAL NE PREND LES MESURES SUIVANTES:
 - A) PERMETTRE AU PARQUET D'APPLIQUER LA LOI SANS TENIR COMPTE DES OPINIONS POLITIQUES OU DES PRISES DE POSITION, ET AU BESOIN LUI DONNER SON APPUI.
 - B) FAIRE RESPECTER LA CONSTITUTION ET LES LOIS ET, EN PARTICULIERS, LES LOIS RELATIVES AUX ASSEMBLEES PROVINCIALES.

.../...

- c) CREER UNE COUR CONSTITUTIONNELLE OU UN AUTRE ORGANE POUR LE REGLEMENT DES LITIGES D'ORDRE CONSTITUTIONNEL.
- d) ABROGER L'ARRETE MINISTERIEL QUI PRETEND AUTORISER LES ARRESTATIONS PAR ORDRE DE L'ADMINISTRATION.

6. LA SITUATION A LODJA FAIT RESSORTIR LA NECESITE DE COMMUNICATIONS RADIOPHONIQUES ENTRE LULUABURG ET LES AUTRES CAPITALES PROVINCIALES.

FTL/mm

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 18 mai 1963

N° N°965/63

/CAB/P.M./

*original fauched
19/5/63*

Objet :

Monsieur le Secrétaire Général,

Tant au cours des conversations que M. le Ministre BOMBOKO a pu avoir, lors de son dernier séjour au Siège des Nations-Unies, avec vous-même et avec les membres du Comité Consultatif pour le Congo, que dans l'échange de lettres que j'ai eu l'honneur d'entretenir avec vous, ensuite, l'unique question qui s'est trouvée abordée a été celle de la réorganisation et de la modernisation de l'Armée Nationale Congolaise.

Toutefois, le souci constamment exprimé par M. le Ministre BOMBOKO au cours de ses conversations et par moi-même dans mes écrits de faire servir cette réorganisation et cette modernisation plus particulièrement pour assurer au Congo l'ordre et la sécurité vous auront fait comprendre que l'action du Gouvernement Congolais à l'égard de l'armée s'inscrivait dans un plan d'ensemble dont le but est une restructuration complète des forces de l'ordre de mon pays.

L'armée, épine dorsale de la Nation, devait évidemment être au premier plan des préoccupations du Gouvernement de la République.

Il était cependant naturel - qu'une fois le plan de réorganisation de cette armée mis au point - les Autorités du Congo se préoccupassent de réorganiser et de moderniser la police.

C'est dans ce contexte que j'ai profité du voyage que j'ai récemment entrepris à Lagos pour présenter au Gouvernement du Nigéria une demande d'assistance technique pour la restructuration de la police congolaise.

./..

Son Excellence U THANT
Secrétaire Général des
Nations-Unies
NEW-YORK

- 2 -

Le Gouvernement de Lagos a bien voulu répondre favorablement à cette demande et - le principe d'une aide nigérienne au Congo dans ce domaine ayant été adopté - il ne reste plus qu'à fixer les modalités pratiques et matérielles selon lesquelles cette aide sera prêtée et selon lesquelles la réorganisation et la modernisation de notre police seront assurées.

Vous constaterez, j'en suis sûr, avec satisfaction, combien cet accord, réduit à néant les craintes exprimées par certains pays des Nations Unies selon lesquelles le Gouvernement de la République du Congo aurait décidé de négliger l'assistance qui pouvait lui être apportée par les pays frères d'Afrique.

La démarche du Gouvernement Congolais auprès du Gouvernement nigérien prouve, au contraire, que les Autorités de Léopoldville n'ont d'autre souci dans le choix des pays auxquels elles s'adressent pour l'obtention d'une assistance technique que celui de l'efficacité de l'aide prêtée, efficacité qu'elles ont le devoir de rechercher avant tout puisqu'elle conditionne le succès de leur action et donc la prospérité de la République.

Ces conditions d'efficacité se trouvent remplies dans ce cas, au delà de ce qu'il était possible de souhaiter, non seulement grâce à la valeur bien connue des cadres de la police nigérienne, mais aussi par le fait que le Gouvernement de Lagos s'est déclaré prêt à supporter le financement de la mise à disposition du Gouvernement Congolais de certains de ses cadres nécessaires à la réorganisation et à la modernisation de la police congolaise.

La demande adressée par le Gouvernement de la République au Gouvernement du Nigéria a été faite sur une base bilatérale conformément aux droits souverains du Nigéria et du Congo. Toutefois, dans ce cas, comme dans celui de la réorganisation de l'Armée Nationale Congolaise, les Autorités de Léopoldville souhaitent associer les Nations Unies - qui depuis plus de deux ans se sont dévouées sans compter pour la défense de l'intégrité territoriale de la République et pour le maintien de l'ordre et de la sécurité sur son territoire - à cette action.

./..

- 2 -

Elles espèrent, à cet égard, que la possibilité que vous avez bien voulu évoquer de prêter à la République certains experts des Nations Unies pour la réorganisation de son armée, pourra également valoir pour la police.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE
CABINET
DU
PREMIER
MINISTRE
Cyrille ADOULA



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

17 May 1963

TO : Mr. Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge
FROM : A. Abdoun
SUBJECT : Biography of new Cabinet Ministers - 17 April 1963

Joseph Kasongo
Vice-Premier Ministre

Ancien Président de la Chambre des
Représentants
Conseiller communal à Stan, 31.12.58) Idem au
Conseiller de Ville à Stan, 31.12.58) 1959
Avocat près les juridictions indigènes 55/56
Inspecteur des Tribunaux indigènes et
spécialiste en droit coutumier - 1956/1959
Diplômé de l'Ecole Normale
Licencié en Sciences Economiques et fiscales
Licencié en Droit et Sciences sociales
Expert comptable, 1952/1953
Directeur des Coopératives, 1953/1954
Secrétaire Permanent de C.S.C.C., 1947/1948
Président du Syndicat des Employés, 1946/1948
Président des Mutualités Chrétiennes, 1946/1952
Président des Associations Scolaires, 1947/1953
Porteur de l'Etoile d'Afrique-Libéria, 6.8.60
Chevalier de l'Ordre de Léopold, 30.6.1960

Joseph Maboti
Intérieure

Assistant médical - 1950
Anesthésiste - 1955
Directeur de l'Hôpital de Kisantu, 1960
Président de la Commission Médical échelon
national, 1960
Représentant plénipotentiaire du Congo à
l'ONU, 26.1 au 17.3.61

Albert Nyembo
Economie Nationale

Ancien Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale
23.6.60
Conseiller Communal, 22.12.1959
Porteur de l'Ordre du Mérite Officier, 11.7.61
Ministre de la Fonction Publique dans
Gouvernement Tshombe, 1960

.../...

cc. Mr. Liu

Joséph Lutula
Classes Moyennes et
Développement communautaire

Ministre de l'Agriculture, 1960
Ministre des Classes Moyennes, 1961
Conseiller Communal, Décembre 1959 (Bandal)
Commis au Parquet Général, 1958/59

Constant Tshiala-Mwana
Agriculture

Assistant Agronome

Bertin Mwamba
Vice-Ministre Affaires étrangères

Président de la Conakat
Président de la Chambre des Représentants,
1962/63

GVT/378/63

Léopoldville, le 17 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à ma lettre Réf. GVT/346/63, en date du 30 avril 1963, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre originale que vous a adressée le Secrétaire général le 29 avril en réponse à votre lettre No 0560/3 du 16 avril 1963.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

file in gnt affairs

ML/100

cc. Mr. Ambassador
Prof. Deane

TEC 250/5

TEC 250/2/2

Re. OMUC 2521

C/Pol 000 Cent-Gov.

Civ. Ops. 174/63

le 16 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le texte de la lettre que nous venons de recevoir de la Mission des Etats-Unis offrant au Gouvernement du Congo, par l'intermédiaire de l'ONU, une contribution financière d'un montant de dix millions de dollars au titre du second trimestre du programme d'importation de 1963.

Outre en recommandant l'offre des Etats-Unis d'Amérique à votre considération, je désirerais attirer particulièrement votre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique propose que ces fonds de contrepartie soient employés en consultation avec une commission des fonds de contrepartie comprenant des représentants du Gouvernement de la République du Congo, des Nations Unies et du Gouvernement des Etats-Unis.

Cette Commission existe déjà en ce qui concerne les fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais au titre I de la loi publique 480 des Etats-Unis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si l'offre d'aide financière mentionnée ci-dessus est acceptable pour votre Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

S. Habib Shred
Chef des Opérations civiles

Don Excellence,
Monsieur Cyrille Adoula,
Premier Ministre du Gouvernement
de la République du Congo,
Léopoldville.

TEXTE DE LA LETTRE DU 13 MAI 1963 ARRIVEE PAR LA MISSION DES ETATS-UNIS

"Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a accepté de fournir une contribution aux Nations Unies pour le Congo d'un montant de dix millions de dollars à prélever sur les crédits disponibles au cours de l'exercice financier des Etats-Unis pour 1963 afin de contribuer à maintenir le niveau des importations, de lutter contre l'inflation et d'accroître la production au Congo. Ces fonds devront être utilisés pour financer celles des importations essentielles jugées urgentes par la République du Congo et comprises dans le programme d'importation du premier trimestre de 1963 établi et approuvé par le Directeur du Bureau de la Coordination Economique du Gouvernement congolais, qui seront indiquées au Gouvernement des Etats-Unis conformément aux procédures d'autorisation d'achat établies à l'occasion de l'octroi par les Etats-Unis des quinze millions de dollars fournis en vue de l'exécution du programme d'importation de la République du Congo pour le premier trimestre de 1963.

Appelés que conformément à ces procédures d'autorisation d'achat, l'Agence pour le Développement International (AID) devra rembourser aux banques des Etats-Unis intéressées les paiements faits sous couvert de lettres de crédit émises pour financer les importations des produits approuvés par le Directeur du Bureau de la Coordination Economique du Gouvernement congolais. Dans chaque cas l'accord des Nations Unies sera requis. Les arrangements relatifs à l'achat et au transport des produits financés dans ces conditions seront conformes aux dispositions de la législation des Etats-Unis, comme c'est actuellement le cas.

Le produit de la vente en monnaie locale des marchandises importées sera déposé à un compte spécial et tout engagement de ces fonds sera soumis à l'approbation d'une commission mixte comprenant des représentants du Gouvernement congolais, de l'Organisation des Nations Unies au Congo et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Ces fonds, qui ne peuvent être utilisés pour le service ou le remboursement de la dette publique, seront employés de la manière suivante:

- (a) 95 pour 100 à titre de contribution au budget ordinaire du Gouvernement de la République du Congo;
- (b) 5 pour 100 à titre de participation des Etats-Unis aux dépenses d'assistance technique au Congo (le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de continuer à demander,

conformément à la procédure établie, l'accord des Nations Unies pour tous ses projets bilatéraux d'assistance technique).

Nous vous serions obligés de bien vouloir nous confirmer si la contribution fournie par les Etats-Unis dans ces conditions est acceptable pour la République du Congo."

N/Réf. : GVT/377/63

Kamina, le 15 mai 1963

Selon des rumeurs qui circulent ici, des anciens mercenaires de Kaminaville seraient entrain de se regrouper clandestinement dans cette région. Il semble qu'un nomme Martins, de nationalité portugaise, autrefois propriétaire d'un garage à Kaminaville et membre de l'ex-gendarmerie katangaise, essaierait de récupérer à des fins délictueuses, des explosifs cachés. Le commandant de la base et la police militaire font enquête. L'informateur a également déclaré que trente ex-mercenaires se trouvent actuellement à Texeira da Souza en Angola. Ils recevraient, parait-il, des subventions du Katanga. Les informations qui précèdent doivent être acceptées avec prudence, car des rumeurs voulant que les Nations Unies se retirent ont suscité une certaine nervosité parmi la communauté européenne. On voudra peut-être créer une ambiance d'insécurité qui pourrait peser sur nos opinions et nos décisions. Si les rumeurs se confirment et qu'un danger se précise, il se peut que les anciens mercenaires comptent sur l'aide de leurs amis parmi la population locale et particulièrement chez les Européens.

GVT/375/63 : CIV-1548 Luluabourg

GVT/376/63 : CIV-1547 Luluabourg

(adressés directement - voir cables)

N/Réf: SVT/374/63

Léopoldville, le 16 mai 1963

Lulubourg, le 15 mai 1963

Cet après-midi, le Président Luakabwanga a fait arrêter à l'aéroport de Lulubourg cinq membres de l'Assemblée provinciale qui étaient sur le point de partir pour Léopoldville par Air Congo. On rapporte que cinq d'entre eux ont été emmenés à un camp de police; ce sont MM. Tamboe Edouard, Mukenzuzi Sylvain, Mazangu Albert, Mulamba Oscar et Kabolambi Nestor. Les quatre autres, soit MM. Kayembe Théodore, Mushoko Hypolyte, Tshishiku Tridon, et TShipagi Jones auraient été conduits à la résidence de M. Luakabwanga. Ces arrestations ont été faites en présence du premier substitut du Procureur général (M. Bribesia) et du premier substitut du Procureur d'Etat (M. Hakim).

Notre référence: GVT/373/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 15 MAI 1963

1. UN RAPPORT RECU DU MINISTRE DE LA JUSTICE, M. SANKURU, SIGNALE QU'UNE BANDE ARMEE A ATTAQUE M. ALBERT WELO, MEMBRE DE L'ASSEMBLEE, ET QUE TROIS PERSONNES ONT ETE TUEES. LE MINISTRE DEMANDE QU'ON ENVOIE D'URGENCE UN RENFORT DE TROUPES.
2. M. CADET, PROFESSEUR DE L'UNESCO A LODJA, MANDE PAR TELEGRAMME QU'IL A ETE VICTIME D'UNE AGRESSION MAIS QU'IL A ETE SAUVE PAR UN AMI CONGOLAIS. IL DEMANDE A ETRE EVACUE.
3. JE PARS POUR LODJA A LA PREMIERE HEURE DEMAIN JEUDI AVEC M. LAFONT ET, SI POSSIBLE, AVEC DES REPRESENTANTS DE L'ANC OU DE LA GENDARMERIE, ET RENDRAI COMPTE DE LA SITUATION A MON RETOUR.
4. VU LES CIRCONSTANCES, JE REGRETTE DE DEVOIR REMETTRE A PLUS TARD LA SUITE DES VISITES PREVUES POUR LA MISSION DES EXPERTS EN MATIERE DE FINANCE ET DE DOUANE, CONDUITE PAR M. NIEHOFF, CONSEILLER PRINCIPAL DES QUESTIONS DOUANIERES.

M. le Premier Ministre

FTL/mm

Notre référence: GVT/371/63

TENUE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A BUKAVU
EN DATE DU 14 MAI 1963

DES MEMBRES DE LA POLICE QUI N'ONT PAS TOUCHE LEUR SOLDE ONT ATTAQUE LE PERCEPTEUR DES POSTES AINSI QUE LE COMPTABLE TERRITORIAL A MWENGA ET ONT FAIT MAIN BASSE SUR LA CAISSE DE L'UN ET DE L'AUTRE. LE CHEF DE L'ANC A ENVOYE DES GENDARMES QUI ONT ARRETE ENVIRON SOIXANTE POLICIERS. M. ROUSSANT, EXPERT POSTAL, ET M. REVERDY, EXPERT EN FINANCE, COLLABORENT A L'ENQUETE.

Premier Ministre

FTL/mm

Notre référence: GVT/370/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 14 MAI 1963

1. LORS DE DISCOURS QU'IL A PRONONCES AUX COMMUNES DE NDESHA ET DE KATKA DIMANCHE PASSE APRES SON RETOUR DE LEOPOLDVILLE, LE PRESIDENT LUAKABWANGA AURAIT DECLARE QUE SA VISITE A LEOPOLDVILLE AVAIT ETE UN TRIOMPHE SANS PRECEDENT, QUE M. LUBAYA AVAIT ETE ARRETE ET EMPRISONNE A MAKALA ET QUE SI JAMAIS IL REVENAIT A LULUABOURG IL SERAIT ARRETE, QUE LES BIENS DE M. LUBAYA ALLAIENT ETRE CONFISQUES, QUE LE PROCUREUR D'ETAT, M. SAITAS, ET LE COMMANDANT DE GENDARMERIE MONDJIBA SERAIENT REMPLACES POUR AVOIR SOUTENU M. LUBAYA, QUE LES MEMBRES DU PARTI DE M. LUBAYA, L'UNION DEMOCRATIQUE AFRICAINE, SERAIENT TRADUITS EN JUSTICE ET PUNIS.
2. CE MATIN, M. LUAKABWANGA M'A DEMANDE SI J'ALLAIS ENVOYER DES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE A LEOPOLDVILLE PAR DES MOYENS DE TRANSPORT DE L'ONUC ET JE LUI AI REPONDU QUE NON. UN MEMBRE DE L'ASSEMBLEE (M. SEBASTIEN KAPANGA) EST PARTI POUR LEOPOLDVILLE HIER. M. MUTSHIOKO ET D'AUTRES AURAIENT L'INTENTION DE LE SUIVRE MAIS S'ATTENDENT A CE QUE M. LUAKABWANGA TENTE DE LES EN EMPECHER.
3. M. BABADI (UN KOUJI) MINISTRE DES FINANCES DE LOMAMI, AURAIT ETE DEMIS DE SES FONCTIONS RECENTMENT. JE CROIS SAVOIR EGALEMENT QU'UN MAGISTRAT AURAIT ETE RENVOYE DE KABINDA PAR LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL POUR AVOIR, SEMBLE-T-IL, REFUSE D'OBEIR AUX ORDRES DE CE DERNIER LUI ENJOIGNANT D'ARRETER LE MINISTRE.

M. le Premier Ministre

FTL/mm

C/Pol 800 Cent-Gen
file mt-

INCIDENTS MAI 1963 ANC SUD KATANGA

- 3 Mai Bagarre entre 6 soldats ANC avec des civils congolais à la commune de Katuba.
- 5 - Bagarre ANC/civils à la commune de Kenya: 3 personnes tuées - 9 blessés.
- 7 - Arrestation de 4 belges par la Sûreté accompagnée par des soldats ANC à l'hôtel "Bruxelles".
- 12 -
1. Bagarre entre 5 soldats ANC du 8ème Bat. avec des civils congolais à Jadotville.
 2. Arrêt d'une voiture de police par l'ANC.
 3. Bagarre entre l'ANC et des civils congolais à la commune de Katuba.
 4. Un civil congolais tué à Lubumbashi, probablement par un soldat de l'ANC.
- 13 Mai Des civils congolais attaquent des camions de l'ANC à la commune de Kikula.
- 14 Mai Incident à Kikula, entre une section de l'ANC et des civils congolais: 3 tués, 5 blessés.
- 15 Mai Le belge Daniel den Deival tué par l'ANC à Kikula.

Envoyé à Atala

15 mai

Remis à Adoula 14 Mai

C/POL 000 Cont-Gov

CURRICULUM VITAE de M. VU VAN THAI

Agé de 44 ans,

Nationalité vietnamienne,

Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale des Arts et
Manufactures, Paris.

Représentant résidant du Bureau de l'Assistance
technique de l'ONU au Togo depuis le 1er mai 1962.

Consultant dans la division fiscale et financière au
Siège de l'ONU à New York, pendant quatre mois
en 1961-62.

Directeur général du plan, Administrateur général
de l'aide, Directeur général du budget, et Directeur
général de l'aide du Gouvernement du Vietnam,
de 1954 à 1961.

Directeur-gérant des Presses scientifiques internationa-
les à Paris, de 1951 à 1954.

Chef du département Normandie et Bretagne, l'Installa-
tion rationnelle, Paris, de 1948 à 1951.
(Supervision d'études et de réalisation d'entreprises
générales - montage d'usines).

Recherche, Laboratoires du bâtiment et des travaux pu-
bliques, Paris, de 1946 à 1948.

Boursier de recherches au Centre national de la recherche
scientifique, Paris, de 1944 à 1946.

Notre référence: GVT/369/63

TITRE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A BUKAVU EN DATE DU 14 MAI 1963
ADRESSE A MONSIEUR LE COMMISSAIRE EXTRAORDINAIRE BHUNDE

Ai saisi tract distribué par MNC-L de nature provoquer troubles ... Surêté
saisie question ... Situation être tendue ... Prière faire connaître votre
décision. Chef cabinet Thembele.

FTL/mm

M. le Premier Ministre
(pour transmission à M. Bhunde)

Luluabourg - 13 mai 1963

1. Le Président Luakabwanga, M. Wafwana et M. Kalamba (grand chef des Lulus) sont arrivés à Luluabourg, venant de Léopoldville, hier après-midi, dimanche, et ont été accueillis à l'aéroport de Luluabourg par le commandant de la gendarmerie et une garde d'honneur, ainsi que par plusieurs centaines de personnes. Ils ont ensuite pris place dans des voitures et le cortège a défilé dans la ville, puis dans les communes.
2. J'ai reçu copie d'une lettre en date du 11 mai que M. Mutshioko a adressée à M. Luakabwanga, l'informant que M. Lubaya a été élu Président provincial à sa place à la suite d'une motion de censure adoptée contre lui, et lui demandant de prendre des dispositions pour effectuer le transfert des fonctions.
3. J'ai également reçu copie d'une lettre adressée par M. Mutshioko au Procureur d'Etat ici, portant plainte contre le Premier Bourgmestre, M. Kashama, pour avoir arbitrairement arrêté des membres de l'Assemblée ainsi que des membres du public qui assistaient à la réunion du 11 mai. La lettre fait état de traitements inhumains infligés aux détenus au camp de police.
4. Je crois savoir que M. Lubaya essaye d'amener les douze membres de l'Assemblée formant le groupe Mutshioko (9 "anciens" membres et 3 suppléants) à se joindre à lui pour être entendus par la Chambre des représentants à Léopoldville.

On rapporte ici que le Parquet a interdit à M. Lubaya de retourner au Kasai.

GVT/367/63

Message reçu de KINDU et adressé à:
MININTER GOUCENTRAL, LEOPOLDVILLE.

NO 02/1119/1458/CAB/PRES.

MININTERPRO MANIEMA AVOIR FOMENTE DES TROUBLES ET
PROCEDER PLUSIEURS ARRESTATIONS ENTRE AUTRES CELLE
DE OMARI LEONARD SECRETAIRE PARTICULIER LUNYASIE EN
MISSION OFFICIELLE KINDU ET BENATAR, JEROME CHEF
CABINET PRESIDENCE MANIEMA. MOTIF ARRESTATION
EGAL WAREGA INFLUENTS. DEMANDONS INTERVENTION
GOUCENTRAL A DEFAUT SITUATION RESTE CONFUSE. HAUTE
CONSIDERATION. SIGNE RAMAZ ANI.

14 mai 1963

N/GVT/366/63

Message reçu par l'intermédiaire du Représentant des Nations Unies à KINDU, adressé à:

MININTER GOUCENTRAL LEO
SECRETAIRE ETAT MININTER GOUCENTRAL LEO.

N° 02/1116/1457/63/CAB/PRES.

VOUS INFORME ARRESTATION MASSIVE CHEFS ET NOTABLES
WAREGA PAR AT KINGOMBE SUR DECISION MININTERPRO MANIEMA.
TENSION TRES TENUE MININTERPRO AVOIR REQUISITIONNE
MILITAIRES ARMES PROCEDENT ACTUELLEMENT RATISSAGE KALIMA.
MININTER PRO OPPOSE REUNIFICATION PEUPLE MUREGA. PREVENIR
PRESIGOUPRO MANIEMA ACTUELLEMENT LEOPOLDVILLE REJOINDRE
KINDU IMMEDIATEMENT. HAUTE CONSIDERATION. SIGNE BENATAR.



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

GVT/365/63

Léopoldville, le 13 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux récentes conversations que vous avez eues avec M. Gardiner et au cours desquelles vous avez été informé que l'ONUC accepte en principe qu'une partie de la base de Kitona soit mise à la disposition de l'ANC pour son programme de formation.

Etant donné que la base de Kitona est sous la garde de l'ONUC, l'utilisation d'une partie de cette base par l'ANC soulèvera certaines questions d'ordre administratif et juridique qu'il importe de régler d'une façon nette. C'est pourquoi l'ONUC a demandé à ses experts militaires et juridiques d'étudier ces questions. Je désire porter à votre attention les conclusions et recommandations suivantes de nos experts:

- a- L'utilisation d'une partie de la base par l'ANC ne sera pas censée altérer à aucun égard le statut que l'ONUC a assumé comme gardien de la base. A ce titre, l'ONUC continuera à avoir la responsabilité finale sur toutes les questions

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 2 -

concernant l'administration et le contrôle de la base.

- b- Les secteurs de la base qui seront utilisés et occupés par le personnel de l'ANC seront choisis d'un commun accord par les fonctionnaires de l'ONUC et ceux de votre Gouvernement, sur la base des propositions présentées par l'ONUC à l'ANC à la suite de la visite effectuée à Kitona par la mission militaire conjointe ONUC-ANC en mars 1963.
- c- L'ONUC rendra disponibles les installations suivantes de la base: l'hôpital, la piscine, la chapelle, la boulangerie, la buanderie, ainsi que l'équipement d'entretien et de réparation. Cependant, le matériel nécessaire à l'utilisation de cet équipement devra être fourni par l'ANC.
- d- Il est entendu qu'en cas de dégâts quelconques à la base ou à ses installations résultant d'actions ou d'omissions du personnel de l'ANC, votre Gouvernement en assumera la responsabilité. Les représentants de l'ONUC auront libre accès aux installations mises à la disposition des autorités militaires congolaises, et ces dernières s'engagent à collaborer avec les dits représentants pour assurer un entretien convenable de ces installations.
- e- Il y a lieu d'attirer l'attention de votre Gouvernement sur la nécessité pour le commandement de l'ANC de prendre les dispositions nécessaires pour fournir tout le matériel de transport qui pourra

.../...



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 3 -

être requis pour l'exécution de son programme d'orientation. Ceci s'appliquera également aux meubles, aux appareils ménagers, au matériel de cuisine et à tout autre équipement qui pourrait être nécessaire, ainsi qu'à la fourniture des denrées alimentaires.

Je vous saurais gré de bien vouloir me communiquer vos vues sur cette question, afin qu'un accord puisse intervenir entre votre Gouvernement et l'ONUC dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

N° 956/63

/CAB/P, M./

Objet : Armée Nationale
Congolaise

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre GVT/346/63, par laquelle vous vouliez bien m'exposer la position des Nations-Unies à l'égard de l'interprétation de la résolution A/RES/1474(ES-IV) adoptée par l'Assemblée générale en septembre 1960.

Après un examen approfondi des arguments exposés dans votre lettre, le Gouvernement de la République n'a pu que constater que le problème posé devant les Nations Unies a été mal compris par elles.

Ce problème se pose, en effet, dans les termes suivants : conscient de l'impérieuse nécessité de réorganiser son armée et décidé à le faire dans les meilleurs délais, le Gouvernement de la République du Congo - Etat indépendant et souverain - n'a pas voulu agir sans consulter les Nations Unies ni sans les associer à la mise en oeuvre de cette réorganisation.

Agissant ainsi, la République du Congo était poussée par la courtoisie, la reconnaissance qu'elle éprouve à l'égard de l'Organisation qui s'est portée généreusement à son aide en 1960, et le sens de la solidarité internationale qui la pousse, depuis toujours, à coopérer avec les Nations-Unies.

Le Gouvernement de la République ne peut estimer que regrettable le fait que les Nations Unies n'aient pas accepté cette coopération et ce pour des motifs qu'il ne juge pas suffisants.

Ces motifs sont, en effet, de deux ordres.

Tout d'abord le choix des pays auxquels la République du Congo a décidé de faire appel et notamment le choix de la Belgique et d'Israël.

Son Excellence U THANT

./..

- 2 -

En ce qui concerne le premier de ces pays, il y a lieu de faire remarquer que nombreux états africains ont maintenu dans le cadre de l'assistance militaire des ressortissants des anciennes métropoles. De toute manière, l'assistance demandée par la République à la Belgique dans le domaine militaire est limitée puisqu'elle porte avant tout sur l'instruction des troupes; elle ne diffère donc pas de l'assistance prêtée par ce pays à la République dans d'autres domaines comme celui de l'enseignement ou de l'administration, à l'égard desquels aucune objection n'a jamais été soulevée.

L'argument selon lequel la République du Congo, ayant demandé l'aide des Nations Unies pour obtenir l'évacuation des troupes belges, ne pourrait, sans entrer en contradiction avec elles-mêmes - faire aujourd'hui appel à des instructeurs de cette nationalité ne tient évidemment pas, puisque ces instructeurs - qu'il importe de ne pas confondre avec des troupes - seront au service de la République.

A l'égard d'Israël, peut-on considérer comme justifiées les prétentions de quelques membres des Nations-Unies de faire partager par la République, le poids de leurs conflits.

Le choix fait par le Gouvernement de la République ne porte atteinte ni à sa souveraineté, ni au respect de ses devoirs en matière de solidarité africaine, ni aux idéaux ou aux intérêts des Nations-Unies.

Dans ces conditions, et puisque le choix en question ne heurte en aucune manière les trois seuls principes que la République considère comme essentiels et en faveur desquels elle aurait été disposée à modifier son attitude, elle se considère entièrement justifiée à la maintenir.

L'argument juridique qui se base sur le paragraphe 6 de la résolution A/RES/1474(ES-IV) adoptée par l'Assemblée Générale en septembre 1960 ne tient pas davantage.

Il ne s'adapte, en effet, ni à la situation actuelle ni à l'objet même du débat.

./..

- 3 -

Vous avez bien voulu constater vous-même que la situation politique au Congo était très différente à l'époque où la résolution fut adoptée de ce qu'elle est maintenant. Je n'insisterai donc pas davantage sur cet aspect du problème encore qu'il y ait beaucoup à dire sur la comparabilité d'une situation où le Congo se trouvait déchiré entre des factions politiques disposant de pouvoirs de fait et susceptibles de recevoir de l'aide de l'étranger, et une situation où le Gouvernement légal de la République dispose seul du pouvoir.

En ce qui concerne l'objet, la résolution se résume à un "appui militaire" ce qui est totalement différent d'une assistance technique destinée à donner aux troupes congolaises l'instruction nécessaire.

En tout état de cause, vous conviendrez avec moi, qu'un des buts essentiels des Nations-Unies est d'imposer le respect de la souveraineté des états qui en sont membres et plus particulièrement des jeunes états. Dès lors, le cas de l'interprétation de cette résolution dont la teneur pourrait restreindre cette souveraineté, les Nations-Unies ne peuvent, si elles veulent être conséquentes avec elles-mêmes et si elles souhaitent demeurer fidèles à leurs idéaux, qu'interpréter la dite résolution dans le sens le plus favorable à la souveraineté de ses membres.

L'objet de la présente lettre n'est cependant pas, pour le Gouvernement de la République du Congo, d'entamer une polémique juridique avec l'Organisation des Nations-Unies, mais bien de lui exposer aussi complètement que possible certains éléments du problème dont l'incompréhension a faussé l'examen.

Le Gouvernement de la République espère que ces explications permettront aux Nations-Unies de comprendre qu'en vertu du devoir impérieux de créer au Congo un instrument capable d'assurer l'ordre et la sécurité - devoir découlant directement de l'exercice même de sa souveraineté - il a décidé d'entreprendre immédiatement la réorganisation de l'Armée Nationale et de faire appel pour mettre cette organisation en oeuvre à l'assistance bilatérale des pays qui voudront bien accepter de l'aider.

Le recours à cette aide bilatérale ne signifie pas que la République du Congo renonce à associer l'Organisation des Nations-Unies à la réorganisation de son armée.

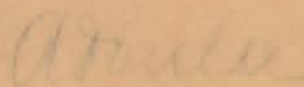
./..

- 4 -

Au contraire, le Gouvernement Central est heureux de la référence que vous voulez bien faire à la possibilité pour l'ONU de mettre à sa disposition des experts, car il voit dans cette assistance une poursuite de la collaboration qu'il souhaite entretenir et amplifier avec l'Organisation des Nations-Unies.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération,

LE PREMIER MINISTRE



Cyrille ADOULA

Notre référence: GVT/364/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG
EN DATE DU 11 MAI 1963

LE GROUPE MUTSHIKO DE L'ASSEMBLEE SE SERAIT REUNI CE MATIN A L'ATHLETIC ROYALE (LIEU DE REUNION HABITUEL DE L'ASSEMBLEE PROVINCIALE) ET AURAIT ELU M. LUBAYA PRESIDENT PROVINCIAL PAR ONZE VOIX CONTRE UNE, ET M. AUGUST MUTUAPIKAYI VICE-PRESIDENT. PAR LA SUITE, LA POLICE AURAIT DISPERSE LA REUNION ET AURAIT ARRETE TROIS MEMBRES DE L'ASSEMBLEE ET QUELQUE VINGT AUTRES PERSONNES QU'ELLE AURAIT AMENES A UN CAMP DE POLICE. LES AUTRES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE, Y COMPRIS M. MUTSHIKO, SE SERAIENT ECHAPPEES, ET LA POLICE LES RECHERCHE DANS LA VILLE ET DANS LES COMMUNES. IL Y AVAIT ENVIRON 300 PERSONNES AUTOUR DU LIEU DE LA REUNION ET ON A LANCE DES PIERRES A LA POLICE, MAIS IL N'Y A PAS EU DE COUPS DE FEU. JE CROIS SAVOIR QU'UN DETACHEMENT DE LA GENDARMERIE ETAIT PRESENT MAIS QU'IL N'EST PAS INTERVENU. MM. LUAKABWANGA ET WAPWANA SONT ATTENDUS DE LEOPOLDVILLE DEMAIN DIMANCHE. ON NE CONNAIT PAS LA DATE DU RETOUR DE M. LUBAYA.

FTL/mm

Notre référence: GVT/363/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A LULUABOURG EN
DATE DU 11 MAI 1963

PROCURER GENERAL MSHIRI: RECU CABLE RAPPEL PRIS PLACE PREMIER AVION
MERCREDI. AUTORITES CIVILES ET MILITAIRES ET PROSTAT ONT RECU CABLE
MINISTEREUR GOUVERNEMENTAL INDICUANT POSITION. ESTIME QUE DANS CE CAS
SITUATION NE POSE PLUS DE PROBLEMES NI AUA INTERESSES NI AU PARQUET S'IL
EST CONSULTÉ. SI PAS D'INCONVENIENT POUR AUTORITES A LEO ESTIMERAI
UTILE POUVOIR ENCORE DISPOSER LUBAYA ET KAWANA TROIS QUATRE JOURS APRES
NON RETOUR A LEO POUR INTERROGATOIRES SUR DOSSIERS QUE JE RAPPORTERAI.
RESPECTS. BRIBOSIA.

FTL/mm

GVT/362/63

- Bukavu, le 10 mai 1963 -

Des rumeurs du retour imminent de M. Kashamura ont suscité quelque alarme parmi les Européens et les partisans de M. Miruho. Le chef de l'ANC Utshudi a essayé de publier un communiqué annonçant son arrivée pour dimanche prochain, mais il a eu une altercation avec le Chef de Cabinet, M. Thembela, qui a refusé d'en autoriser la publication.

M. Bhunde, Commissaire Extraordinaire, était attendu aujourd'hui, mais n'est pas arrivé. Sa présence est grandement nécessaire.

- Luluabourg, 10 mai 1963 -

1. Le Commandant de la Gendarmerie et le Procureur d'Etat auraient reçu, aujourd'hui, vendredi, un télégramme qui émanerait du Ministre de Léopoldville, interdisant toute autre réunion de l'Assemblée provinciale avant octobre prochain, et donnant ordre à la Gendarmerie de faire respecter ces instructions. Je crois comprendre que la position prise par le Parquet ici est qu'il n'a pas compétence pour statuer sur la question, et que, par ailleurs, le Commandant de la Gendarmerie aurait demandé des instructions à son Quartier-Général et qu'il ne prendra aucune mesure pour empêcher les réunions à moins de recevoir des ordres à cet effet de son Quartier-Général.
2. Le Procureur Général Mehirsî a fait savoir au Procureur d'Etat que le Parquet ne peut trancher le différend qui divise les membres de l'Assemblée, ni servir de conseil en la matière.
3. MM. Mutshioko et François Kabongo (Secrétaire du groupe Mutshioko au sein de l'Assemblée) m'ont demandé ce soir d'obtenir du Parquet l'assurance que la réunion prévue pour demain soit protégée par la Gendarmerie. Je leur ai dit que je ne pouvais pas intervenir et leur ai suggéré de s'adresser au Procureur d'Etat et au Commandant de la Gendarmerie. M. Mutshioko a déclaré que son groupe était fermement décidé à tenir la réunion.
4. J'ai l'impression qu'il ne sera pas facile, à ce stade, d'empêcher les adversaires de M. Luakabwanga d'élire (et d'installer par la suite) un nouveau Président provincial, et qu'ils pourraient faire appel à la population pour protéger la réunion si la Gendarmerie ou la police intervenait pour empêcher qu'elle ne se tienne.

.../...

.../...

- 2 -

5. Des dirigeants du groupe de M. Luakabwanga seraient candidats à la présidence provinciale, y compris M. Mukenge (Ministre de la Santé du Gouvernement actuel), M. Mwende (Ministre de la Fonction publique du présent gouvernement, qui a démissionné il y a deux jours), et M. Kalamba (Grand Chef des Lulus).

6. Le personnel civil a été avisé d'éviter les endroits publics et de circuler dans les rues le moins possible, au cas où des troubles éclateraient.

GVT/360/63

Luluabourg - 10 May 1963

Message de MUTSHIOKO (leader du groupe de l'Assemblée provinciale faisant opposition à Badibake)

à son Excellence le Premier Ministre C. Adoula,
le Chef de l'Etat,
et aux Présidents des Chambres.

ASSEORE LULUABOURG CONTINUANT SESSION SELON ARTICLE 132
ALINEA 2 ET 3 NONOBTANT DECISION FAUSSE DU BUREAU ILLEGAL
DE BADIBAKE A PROCEDE MOTION DE CENSURE CONTRE
LUAKABWANGA. DEMAIN PROCEDONS ELECTION NOUVEAU PRESI-
GOUPRE. SOMMES SEULS COMPETENTS TRANCHER NOS CONTESTATIONS
SELON ARTICLE 54. MESSIEURS KALAMBA SYLVESTRE, MUKENGE
BARTHELEMY, MWENDE MARTIN, SHIKAYI LOUIS, LUBAYA ANDRE,
SHIMANGA DENIS ET KEBE PIERRE ONT RECONNU NOS ACTES ET
ONT POSE CANDIDATURES. TOUTE IMMIXTION CONTRAIRE DANS
NOS AFFAIRES PROVENANT DES PERSONNES INCOMPETENTES
SERA REPOUSSEE ET DEFENDRONS NOS DROITS AU PERIL NOTRE
VIE. PRIONS ORDONNER GENDARMERIE NOUS PROTEGER POUR
EVITER EFFUSION SANG.

Luluabourg - 8 mai 1963

1. Hier, douze membres du groupe de l'Assemblée provinciale de M. Mutshioko se sont réunis au bureau de l'Assemblée et ont adopté à l'unanimité une motion de censure à l'endroit du Président Luakabwanga (parti pour Léopoldville avec M. Wafwana). La police, envoyée par le Vice-président du Gouvernement, M. Kadima, et M. Badibaka (le "président" du groupe de l'Assemblée qui appuie M. Luakabwanga) pour disperser la réunion, en aurait été empêchée par une foule de plusieurs centaines de personnes. Il y a eu des échanges de coups de poings mais pas de désordres sérieux.
2. M. Luakabwanga est accusé de pratiquer une politique de mauvais voisinage, de détournement des deniers publics, d'avoir fait arrêter et déporter des membres de l'Assemblée, d'employer les fonds publics à des fins de corruption ; on le tient responsable de l'assassinat de Lulus à Kakenge, Tshisilu, Tshikapa et Luebo, ainsi que de la désorganisation de l'administration.
3. Le groupe de M. Mutshioko a l'intention de se réunir de nouveau le vendredi 10 pour élire un nouveau président du Gouvernement provincial.
4. M. Mutshioko a demandé que le Gouvernement central soit informé de l'adoption d'une motion de censure contre le Président Luakabwanga et de ce que son groupe a l'intention d'appuyer le Gouvernement Central.
5. J'envoie par la valise le texte du télégramme ainsi que copie des comptes-rendus des réunions pour être transmis au Procureur Général et autres autorités du Gouvernement Central, si vous jugez à propos de le faire. C'est M. Mutshioko qui demande cela, alléguant que M. Luakabwanga ne veut pas transmettre ces documents.

.../...

6. M. Lubaya est attendu à Luluabourg demain jeudi.
7. Le Parquet ici a reçu des plaintes de MM. Kadima et Badibake contre le groupe de M. Mutshioko, et de M. Mutshioko contre MM. Luakabwanga et Badibake, chaque groupe s'accusant mutuellement d'actions illégales. Le Procureur d'Etat, M. Saitas, aurait fait savoir aux deux groupes qu'il n'est pas compétent pour statuer sur ce litige politique, et les aurait invités (on aurait invité leurs chefs) à s'adresser au Procureur général à Léopoldville.
8. Radio-Kasai a annoncé aujourd'hui la destitution d'un certain nombre de membres de la police civile pour refus d'obéir aux ordres du président provincial, ainsi que la démission de M. Muende, Ministre de l'Agriculture et de la Fonction publique du Luluabourg.
9. Le Commandant-adjoint des Forces armées est attendu ici demain pour discuter la question du remplacement des troupes nigériennes.

Notre référence: GVT/357/63

TEXTE D'UN MESSAGE RECU DE NOTRE REPRESENTANT A BUKAVU EN DATE
DU 6 MAI 1963

A MINUIT DEUX EUROPEENS ONT ETE DETENUS PAR LA POLICE A L'HOTEL
TOURISTE SUR LES ORDRES DU CHEF DE CABINET. M. THEMBELA, QUI REMPLACE
LE COMMISSAIRE EXTRAORDINAIRE, M. BHUNDE, EN L'ABSENCE DE CE DERNIER.
AVONS REUSSI A NOUS METTRE EN RAPPORT AVEC M. THEMBELA QUI A DONNE
ORDRE QU'ON LES RELACHES, SANS DONNER LA RAISON DE LEUR DETENTION.
LE PROCUREUR D'ETAT A OUVERT UNE ENQUETE. VOUS PRIONS D'INFORMER LE
COMMISSAIRE EXTRAORDINAIRE, M. BHUNDE, PRESENTEMENT A LEOPOLDVILLE.

M. le Premier Ministre,
Léopoldville

(Veuillez informer M. Bhunde)

....., le

Réf. No _____

No

Annexe :

Objet :

TELEGRAMME

PREMIER LEOPOLDVILLE
PRESISENAT LEOPOLDVILLE
PRESICHAMBRE LEOPOLDVILLE
SETINTER LEOPOLDVILLE
REPRESENTANT CIVIL ONUC LEOPOLDVILLE
DEPUTES NATIONAUX KATIMBA DENIS ET MUMINIA GABRIEL
LEOPOLDVILLE

SUIS FRAPPE MOTION CENSURE POUR AVOIR DEFENDU LEGALITE
MANIEMA ET ARRETE MALFAITEURS LASSYRY ET HERADY
KALISIBE OMENO ET LUSAMAKI STOP CAR CERTAINS DEPUTES
ETRE COMPLICES STOP AGISSEMENTS ASSEMPRO MANIEMA
ETRE DESTRUCTIFS POUR ENCOURAGER LE MAL ET REBELLION
STOP NE DEMANDE RIEN VOTRE PART MAIS VOUS INFORME
SITUATION ET POUVEZ DEVINER AVENIR CETTE REGION STOP
MOTION SERA DISCUTEE LUNDI SIX MAI 63 STOP HAUTE
CONSIDERATION FULLSTOP PREGROUP PRO MANIEMA KISANGA

Fait à Kindu, le 5/5/1963.-
LE PRESIDENT PROVINCIAL DU MANIEMA,
H. K I S A N G A.

Wine

N/Réf. : GVT/355/63

U R G E N T

Télégramme reçu de Kindu et devant être transmis à:

PREMIER MINISTRE,
PRESISENAT,
PRESICHAMBRE,
SETINTER,
DEPUTES NATIONAUX KATUMBA DENIS ET MUMINA GABRIEL,
Léopoldville.

"SUIS FRAPPE MOTION CENSURE POUR AVOIR DEFENDU LEGALITE
MANIEMA ET ARRETE MALFAITEURS LASSYRY ET HERADY KALISEBE
OMENO ET LUSAMAKY. CAR CERTAINES DEPUTES ETRE COMPLICES.
AGISSEMENTS ASSEMPRO MANIEMA ETRE DESTRUCTIFS POUR ENCOURAGER
LE MAL ET REBELLION. NE DEMANDE RIEN VOTRE PART MAIS VOUS
INFORME SITUATION ET POUVEZ DEVINER AVENIR CETTE REGION.
MOTION SERA DISCUTEE LUNDI SIX MAI 63. HAUTE CONSIDERATION.
PREGOUPRO MANIEMA KISANGA.

Kindu, le 5 mai 1963

GVT/354/63

Le 3 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

En réponse à votre lettre No 593/63 en date du
1er avril 1963, j'ai l'honneur de vous faire parvenir
ci-joint l'inventaire dressé par les Nations Unies des
armes et munitions saisies au Sud-Katanga.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre,
les assurances de ma très haute considération.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLDVILLE

3 May 1963

To : Dr. Ralph Bunche, Under-Secretary for
Special Political Affairs

From : Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge,
ONUC, Leopoldville

Subject : Inventory of arms and munitions
collected in South Katanga

..... I send herewith for information a copy of the inventory
of the arms and munitions turned over to ONUC by ex-gendarmes
in South Katanga.

MUNITIONS RECUPERÉES AU DEPOT D'ELISABETHVILLE

No	Designation	quantité			poids
		utilisable	réparable	inutilisable	
1	Cartouches ordinaires .303"	8600			
2	Cartouches traceuses .303"	15			
3	Cartouches ordinaires 9 mm	13035			
4	Cartouches ordinaires .30"	62856			
5	Cartouches traceuses .30"	3627			
6	Cartouches ordinaires pour carabines .30"	15			
7	Cartouches ordinaires 7.62	222788			
8	Cartouches traceuses 7.62	259			
9	Cartouches ordinaires 7.65	67693			
10	Cartouches ordinaires 8 mm	75			
11	Cartouches 1" à signaux rouges	192			
12	Cartouches 1" à signaux verts	44			
13	projectives 20 mm à calibre réduit pour roquette 83mm	87			
14	Obus explosifs 60 mm pour mortier	472			
15	Grenade à main 8 cm	2			
16	Grenade à main défensive M 51	135			
17	Grenade à main défensive	223			
18	Détonateurs pr grenade à main défensive (pièces de rechange)	529			
19	Grenade no 94 HEAT Energa	82			
20	Obus à charge ordinaire pour mortier de 60 mm	22			
21	Obus à charge augmentative pour mortier de 60 mm	414			
22	Fusée V-18 IR	178			
23	Cartouches .303" balistite	1			
24	Cartouches 1" éclairante	246			
25	Cartouches ordinaires .45"	1215			
26	Cartouches ordinaires .50"	2400			
27	Grenades à main no 36 M	18			
	Grenades lacrymogènes	219			
28	XXXXXXXXXX Projectiles explosifs 37mm	21			
30	Projectiles à coiffe de rupture 37 mm	286			
31	Projectiles HEAT 75 mm	18			
32	Roquettes 83 mm HEAT	16			
33	Projectiles 84 mm explosifs	4			
34	Détonateurs pour grenades défensives	42			
35	Obus de mortier fumigènes 60 mm à l'épreuve de leau	10			
36	Obus explosifs ML 3" pour mortier	108			
37	Grenades antiochar no 73	159			
38	Grenades M 50	376			
39	Mines antipersonnel M2 A3 B2	6			
40	Fusées L-9	6			
41	Détonateurs pour grenades 94	2			
42	XXXXXXXXXX Projectiles explosifs 40mm	1			
43	Roquette 3.5" HEAT	7			
44	Cartouches ordinaires/traceuses .50" sur bandes	19356			
45	Diverses cartouches .50" sur bandes	2552			

46	Bandes jointes de cartouches .30"	6277
47	Cartouches 7.62 ^{mm} balistite	267
48	Cartouches 9 mm pour pistolet	54
49	Mécanisme pérouteur pour grenades à main défensives	49
50	Fusée à grenade M.50	116
51	Obus fumigènes ML 81 m m pour mortier	6
52	Fusées à mines anti-personnel	32
53	Cartouches explosives à plastic(20
54	Cartouches AKKALITE 7.62 ^{mm} ordinaires/traceuses	6177
55	Cartouches 8.4 cm	2

ARMES CAPTUREES A ELISABETHVILLE (D et BOD)

<u>No</u>	<u>Désignation</u>	<u>Quantité</u>	<u>poids</u>
1	Fusils de différents types (717	
2	Affûts de mortier	3	
3	Mitraillettes Sten de différents types	73	
4	Fusils de différents types	30	
5	Fusils d'émeute	11	
6	Pistolets d'émeute	18	
7	Pistolets à signaux	12	
8	Chargeurs de différents types	918	
9	Trépieds de différents types	9	
10	Baïonnettes de différents types	732	
11	Gulasses de fusils de différents types	19	
12	Projecteur M9-A1	16	
13.	Lance-roquettes	2	
14	Viseur de mortier de 3 pouces	1	
15	Mortiers de différents types	8	

LISTE DES VEHICULES RECUPERES A ELISABETHVILLE

1.	JEEP WILLYS	11
2.	CAMIONNETTE JEEP	2
3.	AMBULANCE JEEP X	2
4.	CAMIONNETTES	4
5.	LAND ROVER	8
6.	AUTO BLINDEE	1
7.	AUTOBUS VW	1
8.	CAMION BEDFORD DE 3 TONNES	4
9.	VOITURE TAUNUS	2
10.	VOITURE PLYMOUTH	1
11.	VOITURE FIAT	1
12.	REMORQUE 1/4 TONNE	4
13.	CAMION 3 TONNES FORD F 600	1
14.	CAMION 3 TONNES FORD F 700	1
15.	CAMION 3 TONNES CHEVROLET	3
16.	CAMION 3 TONNES BUSSING	1
17.	FORD MERCURY	1
18.	AUTOBUS VW	1
19.	CHEVROLET MUNI D'UN RESERVOIR D'EAU	1

ARMES RECUPERÉES PAR LE SECTEUR A, ALBERTVILLE

<u>No</u>	<u>Désignation</u>	<u>Qté figurant sur la liste</u>	<u>quantité réelle</u>	<u>Classification</u>			<u>poids</u>	<u>observ.</u>
				<u>utilisable</u>	<u>réparable</u>	<u>inut.</u>		
1.	Fusils no 1 mk 3	130	137		64	73		
2.	Fusils semi-automatique 7.62 FN	125	126	57	7	62		
3.	Fusil se chargeant par le canon	18	23			23		
4.	Mitrailleuses Bren		2			2		
5.	Lance-roquettes 3.5"	2	2			2		
6.	Mitraillette Thompson M1 A1		1	1				
7.	Fusil FN à un coup	400	462	8	88	366		
8.	Fusil mitrailleur FN30	50	51	30	5	16		
9.	Mitraillette Vigneron M2	25	20	7	7	6		
10.	Mitraillettes Sten 9 mm		13		6	7		
11.	Mitraillettes Sten FN		2	2	-	-		
12.	Fusils No 4 mk 1		2	-	-	2		
13.	Pistolets de différents types	7	7	-	-	7		
14.	Pistolets à signaux, de différents types	5	5	-	-	5		
15.	Lance-grenades	4	4	-	-	4		
16.	Fusil Patrone 22 Long	-	1	-	-	1		
17.	Pistolet à gaz calibre 1.5"		2		2	-		
18.	Canon de mitrailleuse Browning .30"		2	-	-	2		
19.	Canon de rechange pr mitrailleuse Bren		3			3		
20.	Baïonnette avec fourreau	327	248	232		16		
21.	Baïonnette de différents types avec fourreau		117	100	-	17		
22.	Chargeur Bren	62	317	285	-	32		
23.	Chargeur de mitraillette Sten 9 mm	30	110	81		29		
24.	Chargeur pour fusil mitrailleur FN 30		51	51	-	-		
25.	Canon 37 mm	1	1	-	-	1		
26.	fusil 75 mm M-20	1	1	-	-	1		